

DÉBAT À LA CHAMBRE SUR L'AIDE ALIMENTAIRE
LUXEMBURG IST MITGLIED DER AFRIKANISCHEN ENTWICKLUNGSBANK
DOSSIER: L'AMÉRIQUE LATINE A LA
RECHERCHE D'UN MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT
LE RAPPORT SUR LA COHÉRENCE DES POLITIQUES EST ADOPTÉ
LA NAQBA, RÉSULTAT D'UN CRIME CONTRE L'HUMANITÉ



Édité par:
Action Solidarité Tiers Monde
55, avenue de la Liberté
L-1931 Luxembourg
Tél: 400 427-20
Fax: 400 427-27
e-mail: bpn@astm.lu
web: www.astm.lu

Responsable de la rédaction:
Marc Keup

Ont participé à ce numéro:
Gabriela Caceres, Jean Feyder, Erika González, Eduardo Gudynas, Gustavo Hernández, Lucia Nader, Jacqueline Rippert, Ekkehart Schmidt, Rainer Werning, ea.

Photo de couverture:
[flickr.com CC](https://www.flickr.com/photos/cc/)

Impression:
CA-Press Esch/Alzette.

Abonnements:
Jeanny Peffer
Tél: 400 427-63
e-mail: jeanny.peffer@astm.lu

Vous pouvez vous abonner à la revue Brennpunkt en versant 15 EUR (au Luxembourg) ou 25 EUR (à l'étranger) sur le compte CCP LU 71 1111 0102 3550 0000 (BIC : CCPLLULL) avec mention „abo bp3w“ en n'oubliant pas votre nom et adresse complète. Cet abonnement vous donne droit à 8 numéros. Le Brennpunkt Drëtt Welt apparaît 5 fois par an.

Reproduction/Nachdruck
La reproduction des articles est autorisée à condition que la source soit mentionnée. Der Nachdruck ist frei unter der Bedingung, dass die Quelle angegeben wird.

Réalisé grâce à un appui financier de la Coopération luxembourgeoise.
Les opinions représentées dans la présente publication n'engagent que leurs auteurs.

Éditorial

Ein bedenkliches Signal..... 1

Luxembourg

Débat à la Chambre sur l'assistance alimentaire 2
Luxemburg ist Mitglied der Afrikanischen Entwicklungsbank 5
Ein bedenklicher Tabubruch..... 7
Assemblée générale du Cercle 2014..... 9
Kurznachrichten 11

Dossier

Amérique latine : un géant aux pieds d'argile 12
Entretien: „Au Pérou, le gouvernement fait marche arrière“ 14
Le Brésil entre rêve et cauchemar 17
Brésil : le plus grand pays extractiviste du continent..... 20
Entretien: „Il faut élargir les espaces démocratiques au Honduras.“ 22
A qui profitent les politiques de coopération entre l'UE et l'Amérique Latine ? 24

International

Le Parlement européen approuve le rapport sur la cohérence des politiques..... 26
APE: Quels enjeux pour les pays du Sud ? 28
Philippinen: Katastrophenkataster 31
La Naqba, résultat d'un crime contre l'humanité 35
„Mobilising Social Finance globally“ 38
Le coin des lectures..... 40



Coopération

Débat sur l'assistance alimentaire à la Chambre des Députés.



Kooperation

Finanzminister Gramegna sorgt für einen Tabubruch.



Dossier

Amérique Latine: un géant aux pieds d'argile.



Parlement UE

Le rapport sur la cohérence des politiques est adopté.



Palestine

Rétrospective sur la Naqba, l'exode des Palestiniens en 1947-1948.

Le Brennpunkt Drëtt Welt est une revue luxembourgeoise, éditée par l'Action Solidarité Tiers Monde.

Ein bedenkliches Signal

Es könne doch nicht schaden, wenn luxemburgische Unternehmen ein wenig von unserer Kooperationspolitik profitieren, so Pierre Gramegna sinngemäß in einer Debatte im Parlament (siehe Artikel S. 7). Wie bereits zuvor Oppositionspolitiker Luc Frieden, bestätigte auch der jetzige Finanzminister, dass der Beitritt zur Afrikanischen Entwicklungsbank nicht zuletzt wegen der wirtschaftlichen Chancen für die hiesigen Betriebe in Erwägung gezogen wurde. Die Kooperationspolitik als Instrument der Wirtschaftspolitik: Das kann doch nicht schaden, oder?

Und ob, möchte man sagen, es kann sehr wohl schaden. Zuerst einmal schadet es den Menschen in den Partnerländern, denn die Verknüpfung von Entwicklungszusammenarbeit und kommerziellen Interessen bedeutet vor allem einen erheblichen Qualitätsverlust. Je mehr Eigeninteressen hinein geflochten werden, desto größer ist das Risiko, an den eigentlichen Bedürfnissen der Menschen vorbeizuarbeiten. Wer zuerst an die eigene Kasse denkt, anstatt nach den wirksamsten Hebeln für die Armutsbekämpfung zu suchen, wird auf diesem Gebiet nicht erfolgreich arbeiten können.

Es schadet aber nicht nur den Ärmsten dieser Welt, sondern auch der luxemburgischen Außendarstellung. Der Vorzeigecharakter unserer Kooperationspolitik ist international anerkannt und beruht nicht zuletzt auf der Tatsache, dass sie bislang ohne kommerzielle Hintergedanken umgesetzt wurde. Wenn sich die Logik des Finanzministers durchsetzt, ist es bald vorbei mit der Rolle des Klassenersten, und die Diplomaten des Großherzogtums können in der Welt nur noch mit EU-Mitgliedschaft, Kachkéis und Moselwein punkten.

Es ist die Rolle von Kooperationsminister Romain Schneider die Qualität der Entwicklungszusammenarbeit und nebenher auch noch das Regierungsprogramm in diesem Bereich zu verteidigen. Dort steht nämlich schwarz auf weiß geschrieben, dass man eben keine kommerzielle Logik verfolgen will. Schneider sollte daher schnellstens das Gespräch mit seinem Kollegen aus dem Finanzministerium suchen und ein paar klärende Worte anbringen, wenn er nicht will, dass in naher Zukunft die UEL die Kooperationsabkommen mit den Partnerländern aushandelt.

Marc Keup

Chambre des députés

Débat à la Chambre sur l'assistance alimentaire

Le 21 janvier dernier, la Chambre des députés a adopté, à l'unanimité, un projet de loi portant approbation de la Convention relative à l'assistance alimentaire, conclu à Londres le 25 avril 2012.

Jean Feyder

Cette Convention remplace celle de 1964 relative à l'aide alimentaire. Elle est entrée en vigueur le 1er janvier 2013. Elle a essentiellement comme objectifs „de sauver des vies, de réduire la faim ainsi que d'améliorer la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel des populations les plus vulnérables en répondant aux besoins alimentaires et nutritionnels des populations les plus vulnérables au moyen des engagements pris par les Parties de fournir une assistance alimentaire qui améliore l'accès à des aliments adéquats, sûrs et nutritifs, et qui en favorise la consommation“; (...)

Cette Convention, sans grande importance pratique, prévoit en substance que les Etats parties s'engagent à fournir chaque année un minimum d'aide alimentaire aux pays en développement.

Le discours du rapporteur

Selon Marc Angel, Rapporteur du projet de loi, cette nouvelle convention doit mieux tenir compte des besoins de l'aide alimentaire et mieux s'attaquer aux causes de l'insécurité alimentaire. La convention comprendrait également des mesures pour augmenter la production agricole dans les pays en développement et pour améliorer les circuits de commercialisation'. Cette Convention serait adaptée à la Déclaration de Paris (sur l'efficacité de l'aide). Elle viserait à réhabiliter l'agriculture dans ces pays. La priorité y est soulignée que les produits seront achetés avant tout sur les marchés locaux et régionaux et dans les pays voisins.

Le Luxembourg pourra assumer ses



► Le député Marc Angel était rapporteur du projet de loi sur l'assistance alimentaire.

obligations prévues par cette Convention en faisant valoir la plupart (80 %), de ses contributions au Programme Alimentaire Mondial (PAM), à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), au Fonds International pour le Développement de l'Agriculture (FIDA) ainsi que les contributions réservées aux ONG actives sur le plan de l'aide alimentaire.

Tenant compte d'une contribution de 3,9 millions d'euros au PAM et de 1 million aux ONG, le Luxembourg pourrait prendre un engagement initial de quatre millions d'euros pour l'exercice 2013.

Les interventions à la Chambre

Gusty Graas (DP) s'est dit d'accord avec Monsieur Wiseler, que cette Convention concerne surtout les symptômes de la faim. Or, le but doit être de donner aux pays en développement

les moyens pour atteindre les objectifs d'auto-alimentation. Une nouvelle approche y compris sur l'aide alimentaire est nécessaire à cet effet. Il soulève le problème que des produits cultivés chez nous sont exportés dans ces pays avec l'aide de subventions de l'UE. Il renvoie au marché de l'Afrique de l'Ouest où le marché est quasiment inondé de tels produits avec comme conséquence, que „le marché local ne peut pas se développer et que les producteurs locaux n'ont aucune chance“.

Abordant la question de la suppression de ces subventions, il remarque que la semaine passée, le commissaire à l'agriculture, Monsieur Dacian Cioloș, a annoncé à la semaine verte à Berlin son intention d'arrêter ces subventions. Il s'agirait d'un montant de 147 à 148 millions d'euros - un montant non négligeable. Un signe très important selon M. Graas, qui salue aussi les dispositions en matière de transparence dans

zoom

Le mensonge du Commissaire Ciolos – Le dumping continue

Le Commissaire européen à l'agriculture Dacian Ciolos a effectivement déclaré en janvier dernier que la Commission a décidé d'arrêter toutes les subventions à l'exportation en ajoutant qu'ainsi la Commission se conforme à la cohérence des politiques. Il a ainsi donné l'impression que l'UE cesse désormais toute pratique de dumping. La Commission poursuit ainsi l'immense politique de tricherie pratiquée depuis des années. Le montant de ces subventions, qui a subsisté, est peu significatif par rapport au rapport global de la Politique Agricole Commune (PAC) qui s'élève en 2010 à quelque 56,7 milliards de dollars dont 69% sous forme d'aides directes. Or, ces aides internes ont clairement un caractère de dumping.

Car est à considérer comme dumping toute vente sur le marché d'un pays tiers à des „prix inférieurs au coût de production“. La Commission se permet une autre définition limitant ce caractère de dumping à une telle vente à un „prix inférieur au marché domestique“.

Pour se conformer à la discipline de l'OMC concernant les aides internes que le cycle de Doha se propose d'établir, l'UE a mené à bien une importante réforme de la PAC en découplant, lors de la réforme en 2002, une partie majeure de ses aides internes de la production. A l'OMC, elle est ainsi parvenue à les placer dans la „boîte verte“ leur conférant ainsi, comme par un coup de baguette magique, le caractère d'aides n'ayant pas d'effet de distorsion de commerce ou très peu. Or, plusieurs spécialistes de l'économie agricole et nombre d'ONG contestent cette position, estimant que toute aide publique, même „découplée“ et donc incluse dans la „boîte verte“, permet aux producteurs qui la perçoivent de vendre leurs produits à des prix inférieurs à leurs coûts de production. Le découplage n'est qu'un artifice qui change la forme des aides, mais pas leur montant, ni leurs effets. Un artifice qui ne permet pas aux pays les plus pauvres d'enrayer la dégradation de leur situation agricole et alimentaire et ruine leurs paysans les plus pauvres (...). Certains n'hésitent pas à parler, à cet égard, de véritable tricherie¹.

Un document récent du professeur Jacques Berthelot² établit que les aides internes (domestic subsidies) se sont élevées à 780,6 millions d'euros pour les pays ACP en 2012, une somme qui représente au moins 20,5% du montant annuel des aides que l'UE verse à ces pays via le Fonds Européen de Développement (FED). Il cite les conclusions pour plusieurs litiges qui ont été soumis à l'Organe de Règlement des Différends de l'OMC selon lesquelles les aides internes liées à des produits exportés ont un caractère de dumping. Berthelot montre que, dans le cas des pays ACP, ce dumping est de 12% pour les céréales, de 11,8 % pour les produits laitiers, de 29,9% pour la viande de volaille et même de 71,2 % pour la viande de bœuf. L'UE n'a pas accepté d'examiner cette question dans les négociations des APE, comme le lui ont demandé les pays ACP, avec l'argument que celle-ci relevait du cadre de l'OMC.

Les statistiques parlent un langage très clair. L'UE continue d'augmenter allègrement ses exportations de produits alimentaires. Entre 2000 et 2010, celles vers l'Afrique de l'Ouest ont pratiquement doublé en valeur passant de 1,5 à 2,9 milliards d'euros. Au Ghana 90% des besoins en viande de poulet sont couverts maintenant par des importations de l'UE. A notre gouvernement et à nos députés de démasquer cette tricherie et de s'engager en faveur d'un changement de la politique agricole et commerciale de l'UE comme le demande le groupe „Meng Landwirtschaft“³ dont l'ASTM fait partie.

(1) Jean Feyder, La Faim Tue, L'Harmattan 2011, pp 188-189. (2) Le dumping des céréales, viandes et produits laitiers de l'UE vers les ACP en 2012, 5 mars 2014, solidarite.asso.fr
(3) Voir mon article sur Meng Landwirtschaft dans le dernier Brennpunkt.

la Convention permettant également la participation de la société civile.

Claude Adam (dei greng) a souligné que nos interventions ne doivent pas détruire les marchés régionaux. „Nous devons protéger les marchés régionaux“. Il a estimé que la nouvelle convention permettrait de ne plus exporter nos surplus alimentaires qui ont détruit les marchés régionaux avec des conséquences totalement négatives à moyen

et long terme. Il remarque que cette convention n'apporte rien de nouveau.

Il demande à établir à l'avenir un lien avec la politique agricole que nous pratiquons chez nous et en Europe. Il demande aussi une discussion sur les agro-carburants.

Fernand Kartheiser (ADR) voit la cause de la faim non pas dans le manque de production, mais dans la guerre, la corruption et la mauvaise gouvernance.

Il prend position contre la spéculation sur les produits alimentaires - quelque chose de tout-à-fait amoral - et contre l'usage de terres agricoles pour produire des agro-carburants aux dépens de la production alimentaire.

Serge Urbany (dei Lénk) cite une analyse d'Oxfam selon laquelle 85 personnes ont autant de richesses que la moitié pauvre de l'humanité. Les causes de la pauvreté sont donc à trouver dans

une fausse répartition de la richesse. Si la corruption joue aussi un rôle dans certaines régions du monde, celle-ci se fait dans l'intérêt des grandes entreprises. Ils s'imposent dans ces pays comme ils le font chez nous. Selon la FAO il y a eu, entre 2011 et 2013, 842 millions de personnes souffrant de sous-alimentation chronique, soit 12 % de la population mondiale. Tous les trois secondes et demie, un être humain meurt de faim.

Il dénonce en particulier les accords de libre-échange qui détruisent l'agriculture dans les pays en développement, ainsi que l'accaparement de terres qui conduit des groupes internationaux à agir au détriment de l'agriculture locale et qui investissent les profits ainsi réalisés dans les centres financiers, probablement aussi au Luxembourg, dans la spéculation sur des produits alimentaires. Enfin, il établit une contradiction dans la convention qui d'une part encourage les pays en développement à développer des stratégies contre les causes de la faim et, d'autre part, l'article 3 de la convention selon lequel les règles de libre-échange de l'OMC ont priorité sur celles de la convention.

Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, a estimé que la nouvelle politique agricole commune en vigueur depuis 2014 a voulu respecter les orientations de la convention et que nous voulons faire une politique agricole en Europe qui prend en considération le développement durable, mais surtout aussi les impulsions concernant les pays en développement. Il souligne que nous avons toujours veillé à être un pays sans OGM. Il dit ne rien détester plus que la spéculation sur les produits alimentaires qui a eu lieu et qui continue d'avoir lieu. Nous devons nous doter de règles pour arrêter cela („fir deem ze entbannen“). Les explosions de prix sur une série de produits étaient avant tout dues à cette spéculation.

Il s'agit de ne pas simplement mettre à la disposition de ces pays nos surplus,



► Le Luxembourg contribue chaque année au Programme Alimentaire Mondial (PAM).

mais de permettre à ces pays de produire eux-mêmes. Il s'agit dans la politique de coopération au développement d'intervenir dans l'éducation, la santé et surtout le développement local. Ce qui veut dire que les conditions sont à créer pour que sur le terrain l'agriculture puisse être pratiquée pour alimenter la population. Il souligne la tâche importante que remplissent surtout dans ce domaine certaines ONG actives avant tout dans la politique agricole. Romain Schneider reconnaît aussi l'importance de la stabilité politique dans ces pays.

Commentaires

La nouvelle Convention comprend certainement des dispositions nouvelles importantes : l'une d'elles précise que l'assistance alimentaire doit être fournie d'une manière qui ne doit pas affecter les marchés locaux. Une autre prévoit que l'achat de l'aide alimentaire doit se faire sur un plan local ou régional, chaque fois que possible et indiqué. On peut supposer que ces dispositions s'inspirent de la déclaration commune intitulée

„Consensus sur l'action humanitaire“ que l'UE a adoptée en 2007. Reste à savoir si cette Convention est de nature à modifier la politique des Etats-Unis qui ont toujours su utiliser l'aide alimentaire comme un instrument stratégique pour gagner de nouveaux marchés agricoles.

La teneur générale des débats est à saluer. Le fait surtout que la question de l'aide alimentaire a été saisie pour souligner les causes profondes de la faim, la nécessité de développer l'agriculture dans les pays en développement et de cesser de ruiner les paysans locaux par nos exportations de surplus à l'aide de subventions.

Mais les débats auraient pu aller plus loin. Ils auraient pu s'intéresser à la part de notre budget d'aide publique au développement réservée à l'aide humanitaire par rapport à celle utilisée pour le développement de l'agriculture. Je rappelle qu'au niveau mondial, la part de l'APD pour l'agriculture est tombée de 20% en 1980 à 4 % en 2004. Entretemps, et malgré les discours occasionnés par la crise alimentaire mondiale de 2008, elle ne dépasse pas les 6%.

Autre paradoxe : N'est-il pas frappant que le budget d'organisations comme la FAO, dont l'objectif consiste à promouvoir l'agriculture sur un plan structurel, dispose d'un budget qui représente seulement un peu plus du quart (1,2 milliards de dollars) de celui du PAM, principale agence d'aide alimentaire (4,4 milliards en 2013) ?

S'agissant du programme du nouveau gouvernement consacré à la coopération au développement, il convient de relever qu'il comprend une disposition selon laquelle „Dans le cadre de la lutte contre l'insécurité alimentaire, le Luxembourg entend renforcer les investissements en faveur du développement du secteur agricole“. Reste à savoir comment celle-ci sera traduite en pratique. ■

Jean Feyder est membre de l'ASTM.

Abstimmung im Parlament

Luxemburg ist Mitglied der Afrikanischen Entwicklungsbank

Mit 53 Ja-Stimmen und zwei Enthaltungen haben die Abgeordneten für einen Beitritt Luxemburgs zur Afrikanischen Entwicklungsbank gestimmt. In der kurzen Debatte wurde bestätigt, dass man sich davon wirtschaftliche Vorteile verspricht.

Marc Keup

Die gesamte Debatte und die Abstimmung über den Beitritt Luxemburgs zur Afrikanischen Entwicklungsbank (African Development Bank – AfDB) dauerte gerademal 25 Minuten und hatte die Züge einer parlamentarischen Pflichtübung ohne wirkliche inhaltliche Auseinandersetzung.

Erklärungen zur Komplementarität

In der letzten Ausgabe berichtete der Brennpunkt über die Hintergründe des Gesetzesprojekts N°6582, das den Beitritt Luxemburgs zur Afrikanischen Entwicklungsbank besiegeln soll und das Kooperationsbudget in der Summe mit 30 Millionen Euro belastet. Dabei wurde auf die fehlende geographische

und thematische Überschneidung dieser Institution mit den Zielen der luxemburgischen Kooperationspolitik hingewiesen und der Mehrwert bezweifelt, den ein Beitritt zu dieser Politik beitragen soll. Aus diesen Gründen äußerten wir den Verdacht, dass es sich dabei um eine unilaterale Initiative des Finanzministeriums handelt, ohne inhaltliche Absprache der Direction de la Coopération. Außerdem gäbe es Anhaltspunkte für die Annahme, dass dabei nationale Wirtschaftsinteressen eine Rolle spielen könnten.

Zumindest bezüglich der Frage, wie sich der Beitritt in das Gesamtkonzept der luxemburgischen Kooperation einfügen wird, gab es mittlerweile Antworten der Verantwortlichen. Die Direktorin der luxemburgischen Kooperation Martine Schommer begrüßte in einer Sitzung der zuständigen Finanzkommission am 11. Februar das Gesetzesprojekt und erklärte, die Mitgliedschaft in der Afrikanischen Entwicklungsbank erleichtere die Zusammenarbeit mit bereits weiter entwickelten Partnerländern wie Kap Verde. Hier gäbe es die Möglichkeit, Projekte mit einer Mischung aus privatem Kapital, Darlehen der Entwicklungsbank und Kooperationsgeldern zu finanzieren. Luxemburg könne technische Hilfe bei der Ausarbeitung und der Begleitung dieser Projekte liefern, sowie die Kreditanfragen der Partnerländer bei der AfDB unterstützen. Die bereitgestellten Gelder würden in einen projektspezifischen Fonds einbezahlt, so dass eine sektorielle Steuerung möglich sei. Nach der Verabschiedung des Gesetzesprojekts durch die Abgeordnetenkammer würde gemeinsam mit

dem Finanzministerium ein Strategiepapier ausgearbeitet werden, dass die möglichen Formen der Zusammenarbeit zwischen der luxemburgischen Kooperation, der AfDB und den Partnerländer bestimmen und eine maximale Komplementarität gewährleisten soll. Inwiefern der vom Finanzministerium initiierte Beitritt zur Afrikanischen Entwicklungsbank bereits im Vorfeld mit der Direction de la Coopération bzw. den Partnerländern abgesprochen war, oder ob man sich erst im Nachhinein eine passende Begründung zurecht legte, bleibt weiterhin unklar.

In der Finanzkommission standen ansonsten hauptsächlich die finanziellen Aspekte des Beitritts zur Debatte. Nach der Vorstellung des Berichtentwurfs ging es in der Sitzung vom 04. März im Wesentlichen nur um die Frage, ob die Kosten des Beitrags integral als Entwicklungshilfe angerechnet werden können, was dann auch bestätigt wurde.

Ein positiver Bericht mit kritischen Elementen

Der angesprochene Bericht der Finanzkommission empfahl dem Parlament dann auch, das Gesetzesprojekt anzunehmen. Ausgehend von den Erklärungen der Direktorin Martine Schommer, hält er fest: „L'adhésion du Luxembourg à la Banque africaine de développement est considérée comme fortement utile du point de vue de la politique de la coopération au développement.“

Trotz der größtenteils positiven Bewertung gibt es auch eine Reihe von kritischen Elementen in dem Bericht.



Photo: chd.lu

► Berichterstatterin des Gesetzesprojekts war Viviane Loschetter (déi Gréng).

So stellt er fest, dass die von der AfDB geförderten Infrastrukturprojekte vor allem den Bergbau- und Agrarfirmen zugute kommen und dazu dienen, die rohstoffreichen Gebiete an die Häfen anzubinden. Hintergrund dieser Anmerkung ist, dass es sich dabei meistens um ausländische Unternehmen handelt, die verhältnismäßig wenig Abgaben oder Steuern zahlen und auch nur wenig Arbeitsplätze schaffen, so dass diese Vorgehensweise eher die Exportabhängigkeit der afrikanischen Staaten fördert, als eine endogene Entwicklung, die zur Armutsbekämpfung beiträgt. Der Bericht stellt dann auch fest, dass der Bedarf an Infrastrukturen für eine solide Entwicklung der lokalen Gemeinschaften weiterhin ein Problem bleibt.

Im Energiesektor, dem zweiten Hauptbetätigungsfeld der AfDB, wurden vor allem Projekte mit fossilen Energien gefördert und dies vor allem in den reicheren Ländern des Kontinents, wie z.B. in Südafrika, Ägypten, Marokko oder Tunesien. Insgesamt, so hält der Bericht fest, seien zwischen 1967 und 2012 nur 5,7% der Kredite und Beihilfen an die heutigen Partnerländer der luxemburgischen Kooperation geflossen.

Eine knappe Debatte

Am 12. März wurde das Gesetzesprojekt dann zur Abstimmung im Plenum vorgelegt. Ans Rednerpult trat als Erste die Abgeordnete Viviane Loschetter (déi Gréng), die zur Berichterstatterin des Projektes ernannt worden war. Sie stellte den Bericht der zuständigen Finanz- und Budgetkommission vor und ging auch auf die oben beschriebenen kritischen Elemente ein. Generell attestierte die Grünenpolitikerin der AfDB jedoch einen Willen zur Verbesserung, insbesondere was die eigene Informationspolitik und die internen Schlichtungsmechanismen anbelangt, und gab daher auch das Einverständnis ihrer eigenen Fraktion.

Der Abgeordnete Luc Frieden (CSV), der das Gesetzesprojekt im Sommer 2013 als damaliger Finanzminister



Photo: chd.lu

► Inhaltliche Bedenken am Gesetzesprojekt äußerte als Einziger Serge Urbany (déi Lénk).

deponiert hatte, freute sich über die breite Zustimmung, die der Beitritt zu Afrikanischen Entwicklungsbank auch im neuen Parlament genießt. In seiner kurzen Stellungnahme bestätigte er die Befürchtungen des Brennpunkt, dass die kommerziellen Interessen Luxemburgs bei der Entscheidung eine entscheidende Rolle gespielt haben. Ohne Umschweife erklärte er, das Projekt solle auch helfen, die Türen für luxemburgische Betriebe zu öffnen.

Franz Fayot (LSAP) bedankte sich bei Luc Frieden für die Initiative und gab ohne weitere Ausführungen das Einverständnis der sozialistischen Fraktion, während Marc Hansen (DP) sich immerhin die Mühe gab, ans Rednerpult zu treten. Er bedankte sich bei der Berichterstatterin und erinnerte daran, dass das Geld dort eingesetzt werden muss, wo es den Menschen in ihrem alltäglichen Leben hilft. Man dürfe das globale Ziel, das man mit der Kooperationspolitik verfolgt, nicht aus den Augen verlieren - eine Aussage, die etwas später von Parteikollege und Finanzminister Pierre Gramegna relativiert werden sollte. Der Beitritt, so Hansen weiter, sei komplementär zur luxemburgischen Kooperationspolitik, denn in einer immer komplexer werdenden Welt sei es wichtig, die Anstrengungen auf möglichst viele Kanäle zu verteilen.

Auch Gast Gibéryan (ADR) begrüßte das Projekt und gab sogleich die Zustimmung seiner Partei, kritisierte jedoch die Berechnungsbasis des luxemburgischen Beitrags.

Inhaltliche Bedenken am Gesetzesprojekt äußerte als Einziger Serge Urbany (déi Lénk). Er ging ausführlich auf den Artikel des Brennpunkt ein und bezweifelte, dass die Strategien der AfDB wirksam zur Armutsbekämpfung beitragen. Es seien vor allem die großen Unternehmen aus den Geberländern, die davon profitierten, so dass es zweifelhaft sei, ob man den Beitritt zur AfDB überhaupt als Kooperationspolitik bezeichnen kann. Angesichts der derzeitigen Sparanstrengungen, die innerhalb des Entwicklungsbudget vorgenommen würden, und des deklarierten Regierungsvorhabens, die multilaterale Kooperationspolitik stärker an die bilaterale Kooperationspolitik zu koppeln, müsste das Parlament eigentlich einen Beitritt zur AfDB ablehnen.

An dieser Stelle wurde Serge Urbany vom Abgeordneten Marc Angel (LSAP) unterbrochen, der die Frage stellte, ob dieser den Bericht der außenpolitischen Kommission gelesen habe, in der Kooperationsminister Romain Schneider versicherte, das Kooperationsbudget würde auch weiterhin 1% betragen. Dieser Einwand war eigentlich irrelevant, da

Debatte im Parlament

Serge Urbany dies zu keinem Moment in Frage gestellt hatte. Zusätzlich fragte Marc Angel, ob er über die Existenz des interministeriellen Komitees für Kooperationsfragen informiert sei. In diesem Komitee würde ein Vertreter des Finanzministeriums sitzen und dort sei auch die Frage der Afrikanischen Entwicklungsbank mit der Direction de la Coopération abgestimmt worden.

Ob es in diesem Rahmen tatsächlich zu einer Absprache kam, ist schwer zu ermitteln. Tatsache ist jedoch, dass die Frage der AfDB nicht in den veröffentlichten Sitzungsberichten des Komitees vorkommt. Marc Angel fügte hinzu, dass so manches in dem besagten Brennpunkt-Artikel nicht der Realität entspräche. Auf Nachfrage der Brennpunkt-Redaktion wollte er diese angeblich unrichtigen Elemente jedoch nicht benennen.

Ein klares Abstimmungsergebnis

Nach dieser knappen Debatte erhielt Finanzminister Pierre Gramegna (DP) das Wort, um seine Sicht der Dinge darzulegen. Er betonte, dass das Finanzministerium in Kooperationsfragen immer nur Juniorpartner der Direction de la Coopération sei, welche die Strategien festlegt und das Sagen hat. Das Finanzministerium wäre lediglich für die Beteiligung Luxemburgs an den internationalen Institutionen zuständig und hätte aus diesem Grund das Gesetzesprojekt eines Beitritts zur Afrikanischen Entwicklungsbank eingebracht. Durch die Mitgliedschaft werde die luxemburgische Hilfe effektiver und man bringe mehr Kohärenz in die Politik. Worin dieser Effizienz- und Kohärenzgewinn genau besteht, ließ er dabei offen. Danach bestätigte er genauso wie sein Vorgänger Luc Frieden, dass mit dem Beitritt kommerzielle Interessen Luxemburgs verbunden sind (siehe nebenstehender Artikel S. 7).

Außer déi Lénk, die sich enthielten, stimmten schlußendlich alle Parteien für den Beitritt. ■

Ein bedenklicher Tabubruch

Bei der Abstimmung zum Beitritt Luxemburgs zur Afrikanischen Entwicklungsbank verharmloste Finanzminister Pierre Gramegna die Verquickung zwischen Kooperationspolitik und kommerziellen Interessen. Ein Tabubruch.

Marc Keup

Bei seinen Ausführungen zum Gesetzesprojekt über den Beitritt Luxemburgs zur Afrikanischen Entwicklungsbank, erklärte Finanzminister Pierre Gramegna (DP), durch die Mitgliedschaft werde Luxemburg sichtbarer auf dem afrikanischen Kontinent. Diese Aussage erschien bereits befremdlich, da es ja nicht Ziel der Entwicklungszusammenarbeit ist, das Geberland sichtbarer zu machen. Doch der Finanzminister legte noch einmal nach: „Ich will auch sagen, dass es nicht komplett unwichtig ist, oder verschrien sein soll, dass unsere Unternehmen daran teilnehmen, sofern das möglich ist. Die meisten Länder auf der Welt tun dies systematisch. Wir sind schon Puristen in diesem Bereich und wenn wir mit der Mitgliedschaft unseren Unternehmen ein wenig die Türen zu diesen Märkten aufmachen, so meine ich, kann das niemandem schaden.“



Photo: chd.lu

► Finanzminister Gramegna rüttelt an den Prinzipien der luxemburgischen Kooperation.

Man kann Finanzminister Pierre Gramegna zugute halten, dass die Kooperationspolitik nicht direkt zu seinem Aufgabengebiet zählt, aber eine solche Aussage hätte nie von einem Regierungsmitglied bei einem öffentlichen Anlass fallen dürfen. Aus entwicklungspolitischer Sicht verhielt Gramegna sich dabei wie ein Elefant im Porzellanladen, denn die Verknüpfung der Kooperationspolitik mit den kommerziellen Interessen Luxemburgs ist ein ernst zu nehmender Tabubruch.

Gebundene Hilfe

Doch worin besteht dieser Tabubruch? Warum sollten luxemburgische Unternehmen nicht von der eigenen Kooperationspolitik profitieren dürfen?

Eine Verquickung von Kooperationspolitik und kommerziellen Interessen - im Fachjargon „gebundene Hilfe“ genannt - ist international verpönt und das aus gutem Grund. Diese Art der Entwicklungszusammenarbeit bringt einen erheblichen Qualitätsverlust mit sich und kann mitunter sogar dazu führen, dass die Hilfe mehr Schaden als Nutzen anrichtet. Wenn beispielsweise ein Partnerland für ein bestimmtes Dorf eine Schule braucht, das Geberland jedoch darauf besteht, lieber eine Krankenstation zu errichten, da ein solches Projekt den eigenen kommerziellen Interessen stärker entgegen kommt, ist den Menschen vor Ort nicht geholfen, da sie immer noch keine Schule, dafür aber unter Umständen zwei Krankenstationen haben. Natürlich ist dieses Beispiel sehr vereinfacht, es veranschaulicht jedoch, dass die Festlegung der Prioritäten immer von den Menschen vor Ort

ausgehen muss. Je mehr kommerzielle Überlegungen in die Kooperationspolitik einfließen, desto höher ist das Risiko, dass man an den eigentlichen Bedürfnissen der Empfängerländer vorbeiarbeitet. Wirkliche Win-Win-Situationen, bei denen beide Seiten in vollem Umfang profitieren, sind übrigens sehr selten.

Im Fall des Beitritts zur Afrikanischen Entwicklungsbank ist die Problemstellung natürlich subtiler, aber nicht grundlegend anders. Wenn der Impuls des Beitritts von den Partnerländern ausging – wofür es jedoch keine Anzeichen gibt – kann man die Tatsache, dass luxemburgische Unternehmen dabei profitieren werden, als Nebenwirkung bezeichnen. Wenn der Beitritt jedoch aus kommerziellen Gründen von der luxemburgischen Regierung ausging, kann man unter Umständen von einer Zweckentfremdung der Mittel reden, da sich die Partnerländer eventuell eine andere Verwendung der 30 Millionen Euro hätten vorstellen können, die wirksamer zur Armutsbekämpfung beige-tragen hätte.

Natürlich darf die luxemburgische Regierung die Sichtbarkeit seiner Unternehmen in Afrika erhöhen und ihnen die Tür zu den afrikanischen Märkten öffnen. Nur eben nicht mit Entwicklungsgeldern, die laut dem Kooperationsgesetz der Armutsbekämpfung dienen sollen. Es handelt sich dabei um einen Solidaritätsbeitrag an die Ärmsten dieser Welt und nicht um ein Instrument der Wirtschaftspolitik.

Der unachtsame Satz von Gramegna öffnet zudem die Büchse der Pandora. Es wäre nicht weiter verwunderlich, wenn demnächst luxemburgische Unternehmen bei der Direction de la coopération anklopfen, um eine Änderung der Projektstrategien zu ihren Gunsten zu erwirken: Armutsbekämpfung ja, aber nur wenn wir dabei mitkassieren dürfen.

Ein Richtungswechsel?

Bislang hat das Großherzogtum den Verlockungen der sogenannten „gebun-

Dessin: newint.org/



denen Hilfe“ immer widerstanden und dieser Umstand hat viel zu der Anerkennung beigetragen, die das Land in Sachen Entwicklungszusammenarbeit genießt. In zahlreichen Publikationen, sei es von internationalen Instanzen oder Organisationen der Zivilgesellschaft, wurde die ohne Eigeninteressen umgesetzte Kooperationspolitik Luxemburgs lobend erwähnt. Dieser gute Ruf, der über Jahre hin mühsam aufgebaut wurde, ist nun in Gefahr.

Das Prinzip der Hilfe ohne kommerzielle Hintergedanken, sowie das Prinzip, dass die Festlegung der Prioritäten von den Partnerländern ausgehen muss, sind auch in der „Déclaration de Paris“ und ihrer Nachfolgeabkommen festgeschrieben, welche die Wirksamkeit der Hilfe erhöhen sollen. Luxemburg hat sich zu deren Umsetzung international verpflichtet und ist dabei auch bislang verhältnismässig erfolgreich.

Auch im Regierungsprogramm der Gambia-Koalition steht klar und deutlich, dass man eine „gebundene Hilfe“ ablehnt: „Le Luxembourg affirmera son rôle précurseur au niveau international en maintenant à son aide un caractère non lié.“ Dass sich nun ein Regierungsvertreter vor dem Parlament für eine Aufweichung dieser Richtlinie stark macht und dabei nicht den leisesten Widerspruch erntet, ist bedenklich. Es stellt sich die Frage, ob es sich dabei nur um einen Ausrutscher handelt, oder ob damit tatsächlich ein fundamentaler Richtungswechsel in der luxemburgischen Kooperationspolitik eingeleitet wurde. Es wäre das Ende der luxemburgischen Vorreiterrolle. ■

Marc Keup ist Mitglied der ASTM.

Cercle de Coopération

Assemblée générale 2014 du Cercle de Coopération des ONG de développement

Le 17 mars dernier, près de 100 personnes, représentantes des 75 associations membres du Cercle de Coopération se sont réunies pour tenir leur assemblée générale annuelle.

Dans son introduction, le Président du Cercle, Armand Drews, a remercié les membres pour leur présence, leur intérêt pour et leur participation dans les activités du Cercle. Il a également remercié les collègues du Conseil d'Administration, qui consacrent une grande partie de leur temps bénévole pour faire fonctionner le Cercle dans l'esprit de ses membres et de la solidarité.

Un des défis pour le Cercle en 2014 est la préparation de 2015, déclarée „Année Européenne pour le Développement“ et dont l'objectif est „de renforcer l'implication directe, la réflexion critique et l'intérêt actif des citoyens européens et des parties prenantes en matière de coopération au développement ainsi que de sensibiliser sur les bénéfices de la coopération européenne non seulement pour les bénéficiaires de l'aide

européenne mais aussi pour les citoyens européens“. Ce défi est d'autant plus important que cette Année tombe en même temps que la présidence luxembourgeoise de l'Union européenne.

Le Cercle a également l'intention, en 2014, de poursuivre sa réflexion stratégique afin de pouvoir mieux répondre aux besoins de ses membres et promouvoir des bonnes pratiques dans le secteur de la coopération internationale. Une redéfinition des paradigmes de la coopération internationale, la recherche de la cohérence des politiques pour le développement et celle de l'efficacité de la coopération sont trois enjeux majeurs auxquels le Cercle souhaite (continuer à) répondre.

Le Cercle de Coopération a été créé dans les années '70 par des associations actives dans la coopération au développement et l'éducation au développement.

Le Conseil d'Administration du Cercle est actuellement composé des 14 personnes suivantes (voir photo ci-jointe) : Armand Drews (ONG OGBL) – président, Andreas Vogt (Caritas) – vice-président, Bernadette Reuter-Wagner (Chrëschte mam Sahel) – trésorière, Monique Berscheid (Terre des Hommes Luxembourg), Francisco Bonavente (Association Luxembourg – Pérou asbl), Jacques Dahm (Eng Breck mat Latainamerika), Aude Ehlinger (SOS Faim), Marc Elvinger (Friendship Luxembourg), Véronique Faber (Microinsurance Network asbl), Robert Goerens (Aide Internationale Croix Rouge Luxembourgeoise), Marc Keup (ASTM), Denise Richard (Bridderlech Deelen), Agnès Sabattini (SOS Sahel asbl), Camille Schneider (Objectif Tiers Monde). ■



Photo: Cercle de Coopération

► Le conseil d'administration 2014 du Cercle de Coopération Luxembourg.

TOUS TÉMOINS L'HOMME FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Erfahrungen von Menschen aus Europa,
Amazonien, Westafrika und Südasien

Exposition / Ausstellung

22.April. - 5. Mai 2014

Salle «A Spiren», Centre Barblé - STRASSEN

Une brochure avec le contenu de l'exposition (D, F) est disponible.
Eine Broschüre mit dem Inhalt der Ausstellung ist verfügbar.



PROGRAMME:

Permanences

samedi 26 avril de 16 à 19 hrs
dimanche 4 mai 16 à 19 hrs

visites guidées sur demande
pour groupes/ associations:
contactez le 691 87 46 55

Visite guidée Club Senior
le 23 avril à 14h30

Vernissage de l'exposition
le 23 avril à 18h30

Projection du film
«Témoins du climat.
7 milliards d'Autres»,
documentaire
par Yann Arthus-Bertrand
(78 min, F, 2009)
suivie d'une discussion,
le jeudi 24 avril à 19h30

Conférence «Klimaschutz:
wat geschitt do?»
par M. Roby Leven,
en luxembourgeois,
le lundi 28 avril à 19h30

Projection du film
«Geschäfte mit Heisser Luft»
produit par le WDR
(43 min, D, 2009),
suivie d'une discussion
le mardi 29 avril à 19h30

FROM
OVERCONSUMPTION
TO SOLIDARITY



This project
is funded by
the European Union.



Klima-Bündnis
Lëtzebuerg

Luxembourg-Rwanda: Fin de la coopération

Dans le cadre de sa politique de concentration sur un nombre limité de pays partenaires, la Coopération luxembourgeoise avait informé il y a déjà quelques années les autorités rwandaises qu'elle allait mettre fin à la coopération bilatérale dès la fin des dernières activités. Les autorités rwandaises ont exprimé

leur regret sur le départ d'une coopération qu'elles qualifiaient d'efficace, transparente et discrète. L'impact du départ de la Coopération luxembourgeoise est largement compensé par l'arrivée d'autres bailleurs. Le premier projet mis en oeuvre par la Coopération luxembourgeoise au Rwanda date de 1989.



Photo: MAE

Cap-Vert: Visite du Premier ministre

Le Premier ministre Xavier Bettel a effectué une visite officielle au Cap-Vert les 3 et 4 mars 2014 sur invitation de son homologue José Maria Neves, Premier ministre du Cap-Vert. Le Cap-Vert est l'un des neuf pays partenaires de la coopération luxembourgeoise. Lors de leur réunion de travail, les deux

chefs de gouvernement se sont félicités de l'excellence des relations bilatérales, marquées par la solidarité, l'amitié et la cordialité. Ils ont fait le point sur le troisième Programme indicatif de coopération (PIC III) en présence du ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, Romain Schneider.

Laos: Soutien luxembourgeois à la gouvernance

La réduction de la pauvreté et un développement économique durable sont au coeur du 7e Plan de Développement Socio-Economique du Laos qui prévoit la sortie du Laos de la catégorie des pays les moins développés pour 2020. Cet agenda ambitieux ne pourra toutefois être réalisé que par un renforcement

des capacités à tous les niveaux, passant du niveau national aux provinces et districts jusqu'aux administrations des Kumbans (communautés des villages) et même des villages. Le Luxembourg soutient ce processus aussi bien par des initiatives bilatérales qu'à travers des agences onusiennes.



Photo: flickr.com CC



Photo: Handicap International

Syrie: Entrevue avec Mars Di Bartolomeo

C'est au moment où le conflit syrien continue à s'aggraver que le coordinateur de la réponse régionale de Handicap International à la crise syrienne, Thierry Medhi, a rendu visite au Président de la Chambre des Députés, Mars Di Bartolomeo, pour demander le soutien du parlement face à un conflit de plus en plus complexe qui

nécessite une coordination accrue de l'aide humanitaire sur le plan international. Le Président de la Chambre des Députés a assuré à la délégation de Handicap International qu'il soutiendra pleinement leurs efforts diplomatiques pour une meilleure coordination de l'action humanitaire internationale au Proche-Orient.

Dossier

Amérique latine : un géant aux pieds d'argile

Durant la dernière année, le continent latino-américain a vécu de nombreux événements marquants. La disparition de Hugo Chavez, l'élection du premier pape latino-américain, les négociations dans le cadre du processus de paix en Colombie, les manifestations populaires qui ont inondé les rues du Brésil, les élections tendues au Honduras,...

Gabriela Caceres

En 2013, l'hétérogénéité politique du continent a été confirmée. Les résultats électoraux ont permis de déployer - et dans la plupart des cas, de reconduire - une large variété de projets de gauche et de centre-gauche (Venezuela, Équateur, El Salvador, Chili), aussi bien que des propositions de la droite traditionnelle (Honduras, Paraguay). Dans ces deux derniers cas, les élections ont eu une importance particulière. Au Paraguay, elles ont servi à „normaliser“ la situation politique après la destitution du Président Lugo par le parlement, dont la légitimité a été mise en question par plusieurs pays. Au Honduras entretemps, la droite s'est imposée dans un processus fortement contesté. Les élections ont néanmoins apporté un changement important dans le petit pays centroaméricain: l'apparition d'une nouvelle alternative politique qui est appelée à en finir avec le traditionnel bipartisme.

Outre les élections, la disparition de Hugo Chavez a marqué les esprits des populations à l'intérieur du continent. Sans la présence physique du charismatique leader, la question sur la durabilité du „chavisme“ est toujours ouverte, malgré les confirmations successives que la population vénézuélienne lui a

attribuées dans les urnes. A présent, les difficultés de gouvernance du président Maduro, la délicate situation économique interne, ainsi que l'action organisée d'une opposition qui

n'accepte pas les

derniers résultats électoraux, risquent d'écraser le rêve bolivarien et de faire retourner le pays à la case de départ.

En même temps, à côté des grands progrès sociaux, les carences des systèmes sociaux persistent et les inégalités se creusent, renforçant un des traits les plus caractéristiques de cette région géographique et culturelle qu'est l'Amérique latine. Même les pays qui ont été intégrés dans le „club de riches“ qu'est l'OCDE, ne font pas mieux : le Chili et le Mexique sont les pays les plus inégaux du groupe. Un Chilien sur quatre déclare

ne pas avoir assez de ressources pour se nourrir normalement. Au Mexique la situation est encore pire : 38% de la population subit le problème de la malnutrition.

Face aux inégalités, les réponses politiques diffèrent suivant le degré de participation de l'État, mais ne proposent toujours pas de changements structurels du modèle. Même les gouvernements signalés comme progressistes continuent à baser les économies nationales sur l'exploitation des matières premières qui nourrissent le marché exportateur. De plus en plus, on commence à parler dans la région d'une

„gauche brune“, qui n'est ni rouge ni verte.

Le cas du Brésil, traité dans ce dossier, n'est qu'un exemple d'un comportement suivi par la plupart des gouvernements de la région, au-delà de leur orientation politique.

D'après les investissements étrangers qu'elle reçoit, l'Amérique latine est la région la plus convoitée du monde. En 2012, 174 milliards de dollars sont arrivés sur le continent à la recherche de marchés, notamment dans les domaines de l'activité minière, l'agro-business et des activités à caractère spéculatif. La demande chinoise

des matières premières a alimenté cet essor économique durant les 15 dernières années, même si les États-Unis et l'Europe continuent à être en tête de la liste des investisseurs.

Selon les études de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepal), dans la plupart des pays rien ne montre que les investissements étrangers directs contribuent à la création des nouveaux secteurs de haute technologie. Par contre, les investissements se concentrent davantage sur l'exploitation des ressources naturelles, renforçant ainsi une structure économique dirigée vers l'exportation

de matières premières. Or, c'est précisément d'un changement vers des structures productives dont le continent a dramatiquement besoin.

Face à cette réalité, les mouvements sociaux ont intégré des nouvelles thématiques. Les luttes pour les droits environnementaux, sociaux et culturels se sont ajoutées aux traditionnelles demandes pour les droits économiques et politiques. De larges secteurs des sociétés civiles latino-américaines s'opposent fortement à ce modèle qui produit des bénéfices importants aux secteurs industriels, dont la plupart sont étrangers, mais qui a un impact environnemental

et social néfaste pour les populations locales. De multiples voix se lèvent donc en faveur de l'application de normes internationales et pour la défense de leur territoire ancestral, ainsi que contre la privatisation des biens communs ou l'usurpation des ressources naturelles. Elles se mobilisent pour la défense du droit de la population à jouir de ses droits.

Un échantillon de ces résistances est présenté dans ce dossier. ■

Gabriela Caceres est membre de l'ASTM.



Photo: flickr.com CC

► Un couple de paysans au bord d'une route en Bolivie.

Entretien avec Ana Leyva

„Au Pérou, le gouvernement fait marche arrière“

Au Pérou, le gouvernement affaiblit les droits des communautés locales face aux investisseurs étrangers et notamment face aux multinationales minières. Le Brennpunkt s'est entretenu avec Ana Leyva, responsable de projet de l'organisation Fedepaz (Fundación EcuMénica para el Desarrollo y la Paz), partenaire de l'ASTM.

Comme une mesure visant „l'accélération des investissements dans le secteur des hydrocarbures“, le nouveau Ministre de l'énergie et des mines du Pérou annonça début mars 2014 que les projets d'exploration pétrolière seront dorénavant exonérés des études d'impact environnemental (EIE). La déclaration, nuancée à posteriori par d'autres autorités, a eu l'effet d'une bombe dans le monde social et les communautés.

L'objectif des EIE est d'évaluer l'impact qu'un projet extractif pourrait avoir tant sur les populations locales que sur l'environnement. Le but final est d'assurer que les populations affectées connaissent les risques potentiels et qu'elles puissent, ainsi, décider de l'acceptation ou le rejet du projet qui leur est proposé, „en total connaissance et de manière volontaire“. L'élimination des EIE empêche l'exercice du droit à la consultation, dans un pays qui a été pionnier dans la région dans l'approbation d'une loi sur le sujet. A présent, les volontés politiques semblent avoir changé de direction.

■ *Pourriez-vous m'expliquer les principales lignes de travail de Fedepaz ?*

Fedepaz est une organisation qui œuvre pour la défense des droits humains des personnes et des populations vulnérables. Nous avons deux domaines principaux de travail : l'un dédié à la défense des droits politiques et civiles, fondamentalement la liberté et la vie, et l'autre autour de la défense des droits économiques, sociaux, environnementaux et culturels. Je travaille dans le deuxième volet.



Photo: ASTM

► Ana Leyva de l'organisation péruvienne FEDEPAZ, partenaire de l'ASTM.

Durant plus d'une décennie, nous avons travaillé pour la défense des droits des personnes touchées par l'activité minière, notamment les communautés paysannes et les indigènes. Ce travail a été mené grâce à des activités comme l'accompagnement juridique, l'assistance pour le développement des capacités, ainsi que le plaidoyer.

■ *A présent, quelle est la situation des communautés indigènes au Pérou ?*

Le Pérou est un pays avec beaucoup d'exploitation minière. Cette activité s'est répandue sur le territoire du pays, atteignant des nouvelles zones. Ainsi, les activités minières et pétrolières ont occupé des régions qui appartiennent aux communautés paysannes et indigènes.

Cela provoque un problème persistant, qui prend forme dans une série

de conflits qui se répètent. Les archives du médiateur public font état de plus de 200 conflits, notamment dans les zones rurales. Ceci est une source permanente de tensions et généralement les communautés ne disposent pas d'information et ne connaissent pas leurs droits.

C'est aussi un problème historique. Les communautés paysannes et indigènes sont restées longtemps „invisibles“. Il y a quelques années à Bagua, la demande pour le territoire fut à la base du soulèvement de la population. Cela a choqué profondément le pays et a ouvert une nouvelle période, où pour la première fois les communautés ont manifesté sur la scène nationale, en exigeant d'être respectées et écoutées. Depuis lors, tout le monde sait qu'ils existent et que l'on ne peut pas les ignorer.

Celui-là fut le premier pas, mais ce n'est pas assez. Aujourd'hui il faut continuer ce travail d'inclusion. Comment

l'État les intègre et les considère en tant que citoyens ?

■ *Dans ce contexte, quelle est la position du gouvernement actuel de Ollanta Humala ?*

D'abord nous avons vécu une ouverture. Quand M. Humala est arrivé au pouvoir, il s'est engagé à l'approbation de la consultation préalable (mécanisme prévu dans le décret 169 de l'Organisation internationale du travail). Le gouvernement a repris un projet de loi qui était resté „coincé“ au parlement et en a fait une loi de la consultation préalable.

Depuis, une série de reculs se sont succédés. Les groupes d'intérêt, notamment ceux liés aux industries extractives, commencèrent à craindre l'application de la loi et, sous cette pression, le gouver-

nement a commencé à faire marche arrière. Le résultat est qu'à présent, la consultation n'est pas appliquée. Il ne suffit pas d'avoir un mécanisme de consultation, il faut aussi un ensemble institutionnel qui soit opérationnel et qui puisse utiliser l'instrument. Mais cet ensemble n'existe pas encore.

■ *C'est l'objet du projet sur lequel vous travaillez.*

Tout-à-fait. Nous ne travaillons pas au niveau national, nous avons pris le choix de commencer à la base. Parce que l'Etat n'est pas seulement le gouvernement central, mais aussi les gouvernements locaux et régionaux, qui sont d'ailleurs plus proches des gens.

Nous avons travaillé sur deux zones : l'une c'est la partie amazonienne, la portion de la forêt de la région de Caja-

marca, où se trouvent les communautés indigènes du peuple Awajun. L'autre c'est plus au nord, à Piura, notamment dans les communautés de Huancabamba et Ayavaca, ainsi qu'avec les communautés de la côte qui sont paysannes.

Un premier composant de notre travail a été la formation des capacités pour la défense des droits. Nous avons travaillé à partir des problématiques propres aux communautés en analysant leurs droits individuels, mais aussi leurs droits collectifs. Aussi, nous avons fait un travail important dans le sens de faciliter l'accès institutionnel, ce qui fait partie de nos préoccupations à Fedepaz.

Puisque ce sujet est étroitement lié au développement, nous avons travaillé le développement à partir d'une approche des droits. Les communautés paysannes et indigènes constituent un des secteurs les plus vulnérables au Pérou et vivent



Photo: flickr.com CC

► Au Pérou, des forces de sécurité s'apprêtent à réprimer une manifestation de la population locale contre une entreprise minière.



► Des paysans péruviens manifestent contre une concession minière dans leur voisinage.

dans des conditions de pauvreté extrême. Nous avons donc conçu avec eux le développement et le bien-être de leurs communautés, pas seulement d'un point de vue productif, mais en y intégrant des éléments culturels qui leurs sont chers, tels que la thématique environnementale ou la cosmovision.

A côté de cela, nous avons déployé une stratégie vers l'État. D'après nous, l'État a besoin de personnes qui réfléchissent à cette problématique et qui sont prêtes à prendre la responsabilité d'accompagner les communautés. Dans les communautés, il fallait créer un espace de rencontre avec l'État, pour arriver à trouver des solutions ensemble.

■ Votre travail, a-t-il du succès ?

L'expérience a été très enrichissante, car les responsables des bureaux créés par le projet aident beaucoup dans ce processus. Ils recueillent les demandes et les amènent dans d'autres espaces et ils articulent les efforts et montrent les liens que la thématique indigène a avec le travail quotidien de l'administration. Dans d'autres mots, ils sensibilisent et installent le sujet de manière transversale. Ils suivent aussi les projets existants, ce qui a amélioré la mise en œuvre mais aussi la compréhension des processus.

Les bureaux (des affaires indigènes) ont gagné en légitimité, même en ayant

des budgets limités et insuffisants. Les réussites sont visibles pour les communautés et elles sont intéressées par le travail qui se réalise. Il est important de remarquer que le fait d'avoir installé des bureaux à deux niveaux de l'administration, le local et le régional, a aussi permis qu'il ait davantage d'articulation. Au Pérou, il y a une importante duplicité dans l'administration. Souvent nous retrouvons deux organismes qui travaillent sur le même sujet et qui se gênent mutuellement. Ceci était aussi une opportunité pour faire mieux les choses, pour avoir une gestion plus cohérente et mieux articulée.

■ Combien de bureaux d'affaires indigènes existent au Pérou ?

En Amazonie, il y en a quelques uns au niveau communal et aussi régional. C'est là que les événements de Bagua ont eu lieu. Là-bas il y a eu une réponse parce qu'il y a eu un conflit. Au-delà de ça, il y a quelques bureaux régionaux en formation.

■ Il existe aujourd'hui une polémique autour de la reconnaissance des communautés indigènes. On dit que seules les communautés amazoniennes garderaient le statut d'indigènes.

Comme je viens de dire, il y a eu des retours en arrière et celui-ci en est un. La

réalité est que toutes les communautés paysannes ne sont pas indigènes, mais la plupart le sont. Elles ont leur origine dans des peuples antérieurs à l'État, ont gardé une organisation et un ensemble de coutumes propres et se définissent comme indigènes.

Il y a eu plusieurs déclarations, même du Président de la République et du ministre de l'Énergie et des mines, qui nient la condition d'indigène aux communautés paysannes, car il y a eu un processus de métissage. Dans ces déclarations on ne distingue pas entre les communautés paysannes.

Ce changement touche notamment les communautés andines, la région où l'on trouve beaucoup de projets miniers. Le principal impact de l'approche en discussion est que les communautés andines n'auront plus le droit à être consultées. Or, elles sont incluses dans la loi et la loi est claire. Le problème se situe au niveau de la volonté politique et celle-là n'existe pas.

Le pays a un portefeuille de projets de plus de 50 milliards de dollars pour les cinq prochaines années. Plusieurs d'entre eux ont provoqué des résistances, car ils touchent des écosystèmes fragiles ou des sources d'eau. Aujourd'hui, on parle de „faciliter les investissements“ et l'on prend donc des mesures visant l'approbation rapide ou l'élimination des études d'impact environnemental. Deux décrets législatifs, le 054 et le 060 de 2013, vont dans ce sens. Le délai pour la réalisation de ces études a été réduit et les attributions des autorités censées donner leur avis ont été limitées. Le fonctionnaire devra se prononcer dans un cadre restreint et n'aura pas intérêt à prendre ses responsabilités, mais à éviter un possible sanction en cas de dépassement du dit cadre. Les projets seront donc menés malgré le grand coût social et environnemental. ■

Les questions ont été posées par Gabriela Caceres (ASTM).

Brésil

Le Brésil entre rêve et cauchemar

Pendant de nombreuses années, le Brésil pensait que son plus grand défi était la croissance économique et l'inclusion sociale. Générer des revenus pour les plus pauvres, en finir avec l'analphabétisme, augmenter le niveau de d'emploi, investir dans la croissance du marché intérieur et stabiliser sa jeune démocratie constituaient les objectifs répétés comme des mantras par tous les candidats, à chaque élection, depuis le retour de la démocratie au début des années 1980.

Lucia Nader

Ce pays émergeant, presque 13 fois plus grand que la France, poursuivait de manière obsessionnelle le rêve du développement par le biais de la croissance économique. Aujourd'hui, plus de 20 ans après la première élection présidentielle libre à la fin de la dictature militaire, les Brésiliens peuvent affirmer que beaucoup de leurs objectifs ont été atteints. Mais, à la surprise de tout le monde, le pays est encore loin d'où il espérait arriver.

L'image parfaite du Brésil d'aujourd'hui est un géant aux pieds d'argile - grand et fort, mais avec des structures fragiles, fondées sur des siècles de discrimination raciale, sur la violation étendue des droits humains, sur l'inégalité et la corruption, dans un contexte où la relation entre les politiciens et le bien public est fréquemment prédatrice.

Pour ceux qui regardent de l'extérieur, il est de plus en plus difficile de comprendre cette image. D'une part, les Brésiliens sont le stéréotype de la joie et de la légèreté, les hôtes de la Coupe du Monde et des Jeux Olympiques, mais en même temps, ils apparaissent aux nouvelles à cause du taux élevés d'assassinats et de la répression violente de la police contre les récentes manifestations ou contre les habitants de la périphérie – dont l'image la plus visible sur le plan international est la favela de Rio de Janeiro.

En se retournant sur le passé, peu de pays peuvent s'enorgueillir d'avoir su préserver son intégrité territoriale,



Photo: flickr.com CC

► L'image parfaite du Brésil d'aujourd'hui est un géant aux pieds d'argile - grand et fort, mais avec des structures fragiles, fondées sur la violation étendue des droits humains et la corruption.

au cours des siècles, dans une paix relative - le dernier conflit auquel le Brésil a participé à ses frontières date de 1864, lors de la Guerre du Paraguay. Depuis, alors que nombreux de ses voisins sont empêtrés dans des démêlés récents concernant la délimitation des frontières (le Chili, le Pérou, la Bolivie, l'Argentine et le Venezuela ont encore aujourd'hui des différends en suspens, de degré

plus ou moins élevé, concernant leurs frontières et leurs limites maritimes), le Brésil a maintenu son intégrité, ceci même en faisant frontière avec tous les pays d'Amérique du Sud, à l'exception de l'Equateur et du Chili.

Cependant, cette auto-perception pacifiste n'est pas si véridique lorsqu'il s'agit de la violence dirigée contre son propre peuple. Le coup d'État militaire

de 1964 a initié une longue et douloureuse période pendant laquelle les violations des droits humains avaient non seulement l'appui des élites économiques du pays, mais aussi un soutien juridique provenant de changements constitutionnels absurdes opérés par les militaires. Par le biais des soi-disant Actes Institutionnels, les dictateurs de planton supprimaient les garanties individuelles de la Constitution, en jetant le pays dans les ténèbres pour plus de 20 ans. Durant cette période, des cas de torture, de disparitions, d'exécutions extrajudiciaires et de nombreux autres actes arbitraires ont été menés contre ce qui serait un „ennemi de l'intérieur“, ceci dans le cadre d'une politique d'État.

Les années 1980 ont ramené la démocratie, mais en partie seulement. Pour la population pauvre et noire des grandes périphéries, la police militarisée s'est chargée d'assumer l'héritage de la dictature. S'il est un domaine qui a peu changé au Brésil au cours des dernières décennies, c'est celui du système carcéral. Il est toujours difficile de faire des comparaisons entre des faits de l'époque autoritaire et ceux de la Démocratie. Cependant, plusieurs de brutalités qui étaient commises dans les années 1960 et 1970 contre les dissidents du régime continuent d'être commises aujourd'hui contre la population carcérale, qui atteint presque 600.000 personnes.

Le Brésil d'aujourd'hui possède la quatrième plus grande population carcérale dans le monde. En 20 ans, le nombre de personnes arrêtées a augmenté de 380%, tandis que la croissance de la population était de 30%. L'obsession policière est dirigée aujourd'hui contre un type particulier de Brésilien : pauvre, souvent noir et vivant dans la périphérie. Pour ceux-ci, certaines règles de la dictature continuent d'être valables. Dans les prisons, les cas de torture et de mauvais traitements se succèdent à un rythme élevé.

Récemment, dans la prison de Pedrinhas, dans l'État du Maranhão,



Photo: flickr.com CC

► En été 2013, un mouvement de protestation contre l'organisation de la Coupe du monde de football a secoué le Brésil.

des prisonniers ont été décapités. Les images ont été enregistrées par téléphone mobile et exhibées dans les journaux. Depuis le début de l'année passée, plus de 60 personnes ont trouvé la mort dans cette prison. Et lorsque le gouvernement a voulu répondre à ce problème, il a militarisé l'administration du site. Ce que nous avons ensuite vu, ce sont des images choquantes de membres des troupes de choc tirant des balles en caoutchouc sur des prisonniers nus, empilés dans un coin de la cellule.

Des situations telles que celle de Pedrinhas montrent que le pays ne peut pas être plus éloigné de l'endroit où il espérait être quand il croyait que la croissance économique et la démocratie seraient suffisantes pour amorcer un processus de civilisation. À en juger par ce que nous voyons dans les prisons, le pays se trouve encore en plein obscurantisme.

Les années 1990 ont apporté la stabilité monétaire et la fin de l'hyperinflation. Le pays a connu une vague de privatisation néolibérale et s'est ouvert aux capitaux étrangers. La maîtrise de l'inflation

grâce au Plan Real a offert une prévisibilité à l'économie et a jeté les bases de ce qui devait constituer un cycle profond d'inclusion économique au cours des 10 dernières années.

Au cours des trois mandats consécutifs à la Présidence du Parti des Travailleurs (PT), le pays a vu augmenter sa „classe moyenne“, la pauvreté a été réduite et des millions de Brésiliens ont été conviés à la fête de la consommation (en 10 ans, environ 40 millions de Brésiliens sont sortis de la pauvreté ou de la pauvreté extrême). La croissance du marché intérieur a amorti l'impact des crises internationales qui ont touché l'Europe et les États-Unis, présageant ce qui semblait être un cercle vertueux initié avec le Plan Real.

Mais si le pouvoir d'achat et le niveau de l'emploi ont augmenté, la prise de conscience des Brésiliens de leurs propres maux a aussi amplifié - en particulier ceux liés à la mauvaise qualité des services publics, associée à l'un des taux d'imposition les plus draconiens au monde.

Au mois de juin 2013, une augmen-

tation de R\$ 0,20 du prix du billet de transport public dans la ville de São Paulo fut l'étincelle qui manquait pour déclencher la plus grande vague de manifestations de rue depuis la fin de la dictature : la marmite à pression s'est ouverte. La perception que l'État travaillait contre le travailleur - en fournissant des services de transports, de santé et d'éducation très en dessous du niveau acceptable - a gagné du terrain, en contraste particulièrement avec les investissements colossaux du pays dans des travaux considérés comme inutiles, pour deux méga-événements passagers : la Coupe du Monde et les Jeux Olympiques.

Le destin a voulu que la responsabilité de faire face à cette vague de protestations retombe justement sur le gouvernement d'une ancienne prisonnière politique, la présidente Dilma Rousseff, qui a elle-même senti dans sa chair le poids de la répression, pour avoir dans sa jeunesse été emprisonnée et torturée par la dictature.

Bien que les forces de police soient

contrôlées par les gouvernements des États qui composent la fédération, c'est au gouvernement fédéral de donner une orientation politique capable de moduler l'utilisation de la force contre un phénomène d'expression nationale.

Les gouverneurs des États ont répondu avec violence aux manifestations. Et Dilma ne s'en est pas mieux sortie. Dans la meilleure des hypothèses, la présidente a été indulgente avec la police qui montrait à nouveau le peu de progrès qu'elle avait fait dans ses valeurs et ses techniques de répression depuis la fin de la dictature. Des cas de passages à tabac, d'arrestations arbitraires et d'assassinats se sont succédés dans des rues convulsionnées. Et la classe moyenne a senti ce que les Brésiliens les plus pauvres connaissaient très bien : la violence d'une force de police qui est bien souvent criminelle envers sa propre population. Environ 1,900 personnes au Brésil meurent par an par la police.

La vulgarité dans l'utilisation de la violence est le dénominateur commun qui traverse tous les gouvernements.

L'héritage de la brutalité laissé par la dictature est presque insurmontable. Et la discrimination raciale - datant de plus de 500 ans d'histoire, avec la suppression de l'esclavage la plus tardive dans le monde (1888) - est une marque indélébile de la culture brésilienne.

Tous les efforts pour élever économiquement le pays sont importants, mais ne diminuent pas l'urgence de ce qui est encore nécessaire pour rehausser les standards de respect des droits humains. Tant que le Brésil n'aura pas réglé ses comptes avec son passé, en renouvelant les piliers qui soutiennent la démocratie actuelle, cela ne lui servira à rien d'occuper la septième, huitième, ou même la première place dans l'économie mondiale. ■

Lucia Nader est directrice exécutive de l'organisation brésilienne Conectas Direitos Humanos.

Agenda

Regards sur le Brésil

Le monde entier aura les yeux rivés sur le Brésil, pays hôte de la coupe mondiale de foot en juin et juillet 2014. A cette occasion, le Centre d'Information Tiers Monde (CITIM), en collaboration avec d'autres ONG, se focalisera sur le Brésil et organisera une série d'événements de mai à juillet 2014 : conférences, lunch-débats, soirée littéraire, ateliers et lecture pour enfants. Tous les événements sont ouverts au public et l'entrée est libre.

Au CITIM vous trouverez également un large éventail de publications sur le Brésil et un grand choix de littérature brésilienne, que vous pouvez emprunter gratuitement. Le programme complet des événements sera disponible à partir de mai 2014 sur www.citim.lu/. Pour ne rien rater des actualités du CITIM, inscrivez-vous à la newsletter de l'ASTM en envoyant un mail à communication@astm.lu avec la mention „newsletter“ ou inscrivez-vous directement à partir du site www.astm.lu/.

citim
CENTRE D'INFORMATION TIERS MONDE



Brésil

Brésil : le plus grand pays extractiviste du continent

L'extractivisme est l'exploitation intensive d'énormes volumes de ressources naturelles qui sont en majeure partie exportées comme matières premières vers le marché mondial. Selon cette définition, le Brésil est le plus important pays extractiviste de l'Amérique du Sud.

Eduardo Gudynas

Cette situation n'est pas toujours perçue comme telle, car quand on parle d'extractivisme, on pense d'abord aux mines et on se dit également que les exemples les plus représentatifs sont des pays comme le Chili, le Pérou ou la Bolivie. Dans l'imaginaire populaire, ces nations andines sont perçues comme leaders en matière d'extraction minière au niveau continental, sinon au niveau mondial.

La réalité des dernières années est toute autre. En effet, le Brésil est devenu le plus grand producteur et exportateur de minerai du continent. Ce pays a extrait plus de 410 millions de tonnes de ses principaux minéraux en 2011, tandis que toutes les autres nations de l'Amérique du Sud confondues ont exploité quelques 147 millions de tonnes. Ces indicateurs se basent sur l'extraction du cuivre, du zinc, du plomb, de l'étain, de la bauxite, du charbon et du fer, qui représentent les principaux minéraux par leur volume d'extraction et d'exportation. Le constant est sans appel : le Brésil extrait quasi trois fois plus que l'ensemble de tous les autres pays sud-américains qui ont une importante industrie minière (l'Argentine, la Bolivie, la Colombie, le Chili, l'Équateur, la Guyane, le Pérou, Surinam et le Venezuela). Que le Brésil soit le plus grand producteur minier du continent n'est pas un fait récent. Déjà en 2000, il extrayait le double du volume de tous les autres pays de l'Amérique du Sud. Or, dans beaucoup de cas, les procédés d'extraction sont des sources de contamination et de destruction écologique (comme p.ex. la déforestation qui l'accompagne et l'utilisation du mercure).



► La Présidente du Brésil Dilma Rousseff lors de l'inauguration d'une plateforme pétrolière.

Mais l'extractivisme dans le sens strict du terme représente beaucoup plus que l'industrie minière. L'exploitation de grands volumes de ressources naturelles ou avec des procédés intensifs, pour alimenter les exportations, se répète dans d'autres secteurs, en premier lieu dans celui des hydrocarbures et de l'agriculture. Dans ces domaines, le Brésil est un champion.

Même si le Brésil est actuellement un producteur moyen de pétrole (il occupe la troisième place en Amérique Latine) et met l'accent sur sa propre consommation, il est vrai aussi qu'il s'apprête à exploiter ses gisements marins. Le gouvernement veut ainsi prendre place parmi les premières puissances pétrolières mondiales.

Les nouveaux gisements se trouvent le long de la côte, à des profondeurs énormes. Ils exigent des conditions de

forage extrêmes et à haute température. Cette extraction présente un risque environnemental important, comme l'a déjà montré l'accident de la plateforme de BP dans le Golfe du Mexique en 2010. Malgré cette évidence, la discussion brésilienne est beaucoup plus axée sur les niveaux de redevances et sur leur partage, que sur l'analyse de mesures plus sensées comme l'exigence d'un moratoire pour ce type d'extractivisme. Comme c'est le cas, par exemple, dans plusieurs localités amazoniennes où les impacts sociaux et environnementaux ont conduit les citoyens à ne plus accepter des compensations économiques mais à réclamer des moratoires.

Finalement, le Brésil est aussi le leader en extractivisme agricole. A présent, il est le premier producteur mondial de soja. Pendant la récolte de 2011-12, il a dépassé les 66 millions de tonnes métriques (il est

suivi par l'Argentine avec 40 tonnes). Il est aussi le premier exportateur mondial et une grande partie de ce qui se vend n'est pas traitée. Ce phénomène va de pair avec une augmentation énorme de la surface cultivée qui dépasse les 24 millions d'hectares.

Le revers de la médaille

Ainsi, l'extractivisme au Brésil avance à grands pas et sur différents fronts. Si l'on additionne l'extraction des ressources naturelles minières, agricoles et des hydrocarbures, le niveau d'exploitation des ressources naturelles au Brésil est effrayant et laisse loin derrière n'importe quel autre pays sud-américain. Ce type de développement génère de fortes pressions environnementales et sociales allant de conflits en milieu rural aux drames qui s'observent pour le moment au Caatinga ou el Cerrado, des écorégions qui risquent de disparaître si elles se convertissent en terres agricoles ou d'élevage.

L'extractivisme exagéré du Brésil a comme conséquence une économie fortement dépendante de l'exportation de certains produits, comme le fer ou le soja. Il augmente la proportion des produits primaires dans le commerce

extérieur tandis que les produits manufacturés diminuent. Le pays devient davantage dépendant des conditions économiques mondiales, comme les prix internationaux des matières premières ou de l'arrivée d'investisseurs étrangers.

Pour cette raison, un examen approfondi de l'économie brésilienne montre qu'elle ressemble beaucoup plus aux pays andins que ce que supposent habituellement les analystes conventionnels qui insistent sur le fait que le Brésil représente un exemple d'industrialisation. Qui plus est, pendant les deux périodes du Président Lula da Silva, l'économie s'est „premiérisée“ davantage au lieu de s'industrialiser.

Cette expansion de l'extractivisme n'est pas due seulement aux apports de capitaux internationaux (comme c'est le cas dans d'autres pays sud-américains), mais à l'action des fonds internes de l'État. Le gouvernement brésilien favorise de façon décidée cet extractivisme par des moyens directs ou financiers (spécialement par sa banque de développement BNDES - Banco Nacional de Desenvolvimento Econômico e Social).

Il existe différents exemples. Pétrobras est une société pétrolière mixte. Formellement, la deuxième société mondiale minière est une société privée,

mais environ la moitié de ses actions dépend du fond de pensions des fonctionnaires de la Banque de Brésil, dont la source principale de financement est la BNDES. De ce fait et par d'autres canaux, le gouvernement a d'amples pouvoirs de contrôle sur cette société.

Entretemps, l'extractivisme agricole est appuyé aussi directement par le gouvernement. Celui-ci bénéficie du plus grand paquet d'aides financières étatiques sur tout le continent (le Plan Agricole et d'Élevage) qui pour les années 2012/13 a totalisé 115,2 milliards de real (36 milliards d'euros) destinés au crédit, ce qui favorise indirectement l'expansion de l'industrie agro-exportatrice au lieu de favoriser les petits agriculteurs.

On est confronté à une situation très paradoxale : une partie non négligeable de l'argent perçu par l'État est utilisé pour encourager, soutenir et même subventionner l'extractivisme, ce qui alimente en premier lieu la globalisation plutôt que les besoins internes du Brésil. En revanche, le Brésil en subit les impacts environnementaux et un large éventail d'effets sociaux, politiques et économiques.

Ces mesures en faveur de l'extractivisme, la persévérance d'une insertion internationale fonctionnelle à la globalisation et la répression de la protestation sociale expliquent que le gouvernement brésilien est parfois présenté comme le modèle à suivre pour l'économie conventionnelle. C'est l'origine des félicitations que l'on trouve dans les pages du „The Economist“ ou dans les forums de Davos. Mais si l'on adopte la perspective de la société civile ou celle de la défense de la nature, il est clair que le Brésil devrait cesser d'être le champion de l'extractivisme et commencer à discuter dès que possible d'une stratégie post-extractiviste. ■

Eduardo Gudynas est membre du CLAES (Centro Latino Americano de Ecología Social). Twitter: @EGudynas



Photo: ASTM

► L'agro-industrie a une grande emprise sur la politique brésilienne.

Entretien avec Gilda Rivera

„Il faut élargir les espaces démocratiques au Honduras.“

Honduras est un pays qui présente des sérieux problèmes historiques et culturels. Dans les rapports régionaux, il est défini comme une „démocratie dégradée“, dont la gouvernance est menacée par la violence, les inégalités internes et la corruption. Le Brennpunkt s'est entretenu avec Gilda Rivera, responsable du Centre pour les Droits des Femmes (CDM), partenaire de l'ASTM au Honduras.

■ *Que vit le Honduras en ce moment et quels sont les grands défis que le pays a dû affronter pendant les dernières élections présidentielles ?*

Gilda Rivera : Nous sommes à un moment très difficile de notre histoire. Les problèmes ne sont pas nouveaux, mais ils se sont intensifiés. Nous avons des institutions formelles qui n'ont jamais été très fortes, mais qui se sont fragilisées encore plus après le coup d'Etat de 2009. Nous disons que cette fragilisation est voulue, car elle empêche les institutions de garantir les droits fondamentaux de la plupart de la population, comme établi dans la constitution, dans les lois et mêmes dans les traités internationaux que le Honduras a signés. Par contre, les institutions sont fortes, agiles et efficaces quand il s'agit d'assurer les intérêts des pouvoirs économiques, du pouvoir politique ou des investisseurs internationaux.

En 2009, nous avons eu des élections qui n'ont pas été reconnues par la majorité de la population. Cette fois-ci, en novembre 2013, il y avait une pluralité inédite, grâce à l'élargissement du spectre politique : davantage de partis se sont présentés aux élections et 8 candidats ont disputé la présidentielle. Parmi eux il y avait une femme qui représentait le parti LIBRE regroupant les secteurs opposés au coup d'état.

Pendant le processus électoral, il y avait certaines attentes. Nous avons rêvé d'en finir avec l'éternel bipartisme où seuls deux partis, conservateurs tous les deux, ont dominé la scène politique.

Néanmoins, c'est le parti national qui s'est imposé, le même qui gouvernait déjà, avec un candidat qui donnera continuité aux politiques économiques et sociales des dernières années. Ces politiques sont en grande mesure responsables de la situation économique et sociale précaire, de la violence, du renforcement du crime organisé, de la militarisation, de la criminalisation de la protestation sociale, etc.

Malgré l'énorme opposition, c'est finalement le bipartisme qui a gagné. Mais au moins, des nouvelles forces sont entrées au parlement et nous attendons d'eux qu'ils fassent une vraie opposition et une défense des droits de la population.

■ *Donc à votre avis, il faudrait en finir avec le bipartisme...*

Je pense que ce n'est pas facile à faire. Nous avons une culture nationale qui tourne autour de cette pratique. Mais l'existence d'autres alternatives est déjà un bon signe. Il faut travailler encore beaucoup et créer plus de conscience pour élargir les espaces démocratiques.

Je pense qu'un autre élément fondamental est la militarisation que l'on vit au Honduras. Il ne s'agit pas seulement de l'augmentation des groupes d'élite que l'on a vu dans les derniers mois. Dans les années 1990, on avait réussi à faire rentrer les militaires dans leurs casernes pour remplir la tâche que la constitution leur attribue. Mais ces derniers temps, nous avons vu comment l'armée a étendu son domaine d'action au monde



► Gilda Rivera du CDM (Honduras).

civil, notamment avec la création du groupe spécialisé appelé Force Tigre et la Police Militaire.

A notre avis, l'intention est de semer la terreur, d'intimider la population. Notamment ceux qui ont des options politiques différentes, les communautés qui affrontent le saccage de leurs biens communs, la pression des entreprises minières, la concession des cours d'eau, le dépouillement de leurs forêts ...

■ *Il y a aussi la criminalité débordante...*

Lamentablement, nous sommes dans une situation de violence pire que ce que nous n'avons jamais imaginé. Nos indicateurs dépassent ceux des pays

en guerre. Il faut dire que l'OPS (Organisation panaméricaine de la santé) considère limite le taux de 10 homicides par 100.000 habitants. En 2012, les Nations Unies ont chiffré le taux d'homicides au Honduras entre 86 à 91 par 100.000 habitants. L'Observatoire des violences, mis en place par l'Université nationale, reconnaît une légère diminution en 2013. Or les féminicides, c'est-à-dire la mort violente des femmes, ont augmenté. En 2013, 629 femmes ont perdu la vie de manière violente. Mensuellement, nous enregistrons 52 homicides de femmes, beaucoup d'entre elles attaquées sexuellement, la plupart en-dessous de 30 ans, assassinées avec une arme à feu.

Et tous ces crimes-là se produisent dans un pays militarisé, où on a donné priorité aux dépenses militaires en argumentant que les militaires finiront avec la violence dans nos rues...

Il faut dire que les origines de ces violences sont complexes et ne sont pas nécessairement liées seulement à la délinquance. Il y a des facteurs historiques qui expliquent la manière dont nous avons affronté les différences entre les hommes et les femmes. Particulièrement entre les hommes, cela il faut le dire : les hommes s'entretuent et tuent les femmes; les femmes nous ne nous entretuons pas. Historiquement, nous avons affronté nos contradictions par la force des armes, par la violence.

Mais à présent, nous observons aussi comment l'Etat, les institutions et même la classe politique ont été minés par le narcotrafic, qui a fait du territoire national son terrain de prédilection pour le transport de drogues vers le nord. Cette violence est donc due en partie à l'action du crime organisé, à l'affrontement entre les groupes. Et ceci, malgré l'importante présence militaire américaine sur notre territoire.

Il y a aussi une autre violence, liée à ce que l'on appelle des crimes de haine, une violence de genre. Et aussi la violence des tueurs à gages, dont les femmes sont à plusieurs reprises les victimes involon-



► Les élites politiques du Honduras ne se préoccupent pas uniquement des intérêts communs.

taires. Au Honduras, pour quelques 100 dollars on peut engager un tueur à gages.

■ Comment sortir de cette spirale ?

Je crois beaucoup dans les organisations sociales. A ce niveau, il faut compter sur les résistances diverses que la population met en place. Par exemple, les résistances territoriales des communautés sont des initiatives qu'il faut accompagner. Diverses stratégies pour les diviser sont mises en place par les groupes d'intérêt et l'on retrouve, entre autres, des communautés ayant reçu certains bénéfices, un peu comme les petits miroirs que les espagnoles nous offraient jadis.

Il y a aussi le travail des femmes organisées, dans le féminisme et autres, qui sont des protagonistes importantes de ce processus de construction d'un pays différent. Ce n'est pas facile de venir à bout de nos femmes! Nous sommes présentes dans plusieurs luttes et nous avons pu lier la lutte pour notre corps, qui est notre territoire, notre vie, et la lutte pour la défense des biens communs. Ceci est une contribution très importante du travail des organisations des femmes.

Pendant des années, nous avons contribué à la construction de politiques publiques spécifiques, comme celle liée à la violence dans l'espace privé. Après

le coup d'Etat, nous avons construit une importante capacité d'articulation et nous avons réussi à montrer les liens entre la violence dans l'espace privé et celle dans l'espace public. Notre slogan „Ni coups d'Etats, ni coups aux femmes“ exprimait cette idée.

Nos luttes pour le droit à décider de notre corps, qui peut paraître disparate dans le contexte des luttes pour l'eau ou la défense de ressources naturelles, ne le sont pas pour autant. Sur le corps des femmes se concrétisent la plupart des violences que nous subissons comme pays.

Il y a aussi la présence bien marquée dernièrement de la diversité sexuelle, qui était un acteur complètement invisible sur la scène hondurienne. Aujourd'hui les défenseurs de cette diversité ont une maturité politique, ils font des propositions, ils se construisent en tant qu'acteurs politiques.

Le grand défi est justement l'articulation des deux luttes : d'un côté la lutte politique (dans les institutions étatiques, pour que les autorités répondent aux intérêts communs et respectent le cadre légal) et de l'autre côté, celle des populations dans les différents espaces. ■

Les questions ont été posées par Gabriela Caceres (ASTM).

UE - Amérique Latine

A qui profitent les politiques de coopération entre l'UE et l'Amérique Latine ?

Le 27 janvier 2012, la Commission Européenne a publié la Communication „Commerce, croissance et développement. Ajuster la politique commerciale et d'investissement aux pays qui ont le plus besoin d'aide“. Cette communication met à jour deux documents antérieurs dans le but de concrétiser un plan d'action pour améliorer la synergie entre les politiques de promotion du commerce d'une part, et du développement d'autre part. Nous vous proposons un regard sur la cohérence de cette politique relative à l'application des droits humains, en analysant la mise en œuvre d'une nouvelle modalité de coopération: la Facilité d'Investissement pour l'Amérique Latine (LAIF).

Erika González y Gustavo Hernández

Selon l'article 21 du traité constitutif, „l'action de l'Union sur la scène internationale sera régie par les principes qui ont inspiré sa propre création, son développement et son élargissement en visant à les promouvoir dans le reste du monde : la démocratie, l'état de droit, l'universalité et l'indivisibilité des droits humains et des libertés fondamentales, le respect de la dignité humaine, les principes d'égalité et de solidarité et les respect des principes de la Déclaration des Nations Unies et du droit international“.

Au-delà des difficultés de mise en œuvre, la CE affirme son compromis avec „l'universalité, l'indivisibilité et

l'interdépendance des droits humains : civils, politiques, économiques, sociaux et culturels“. A cela s'ajoute l'intérêt exprimé par la Haute Représentante de l'Union Européenne pour les Relations Étrangères et la Politique de Sécurité, Catherine Ashton, en faveur de trois grands thèmes dans années à venir : (a) la réforme judiciaire centrée; (b) les droits de la femme; (c) les droits de l'enfant. Or, parmi ces grandes priorités, des mesures spécifiques à la promotion des droits économiques, sociaux et culturels ne sont pas mentionnées.

„Nouvelles“ priorités

Les priorités politiques de l'UE envers l'Amérique Latine ont été définies en 2009 dans la Communication „L'UE et l'Amérique latine: un partenariat entre acteurs mondiaux“. La CE y reconnaît des nouveaux défis globaux (changement climatique, migration, lutte contre les drogues et la délinquance) et l'impact de la crise sur le niveau d'investissement étranger en Amérique Latine. La Commission défend la nécessité de s'abstenir „totalement de mesures protectionnistes“ et identifie comme l'une des priorités la consolidation de l'intégration et de l'interconnexion régionales en Amérique Latine.

Dans cette ligne et en partie en réponse à la crise, la CE décide de la création d'un Mécanisme d'Investissement en Amérique latine (LAIF, en anglais) inspiré du mécanisme d'investissement

de la CE pour les pays voisins. Le LAIF mobilisera des ressources de la CE et de possibles contributions des États membres ainsi qu'un fond-levier pour mobiliser des ressources des institutions financières dans le but de financer des projets d'investissement pour l'interconnectivité et les infrastructures (notamment dans le domaine énergétique), l'atténuation et l'adaptation au changement climatique ainsi que l'appui au secteur privé (petites et moyennes entreprises / PME).

Le financement du mécanisme de la LAIF pour 2009-2013 est relativement modeste (125 millions EUR), mais la CE a annoncé „une proportion plus importante de l'aide à allouer à travers ces outils financiers innovants“. Comme les flux d'aide au développement se réduisent, l'utilisation de fonds pour des mécanismes combinés signifie la réduction de l'aide à d'autres fins. En d'autres termes, comme le dit une étude publiée par le Breton Woods Project, il existe un prix à payer quand on utilise un investissement public limité pour susciter l'investissement privé.

En décembre 2011, la CE a proposé des restrictions nationales et de nouvelles priorités pour l'aide à l'Amérique latine dans le cadre de sa proposition pour l'Instrument de Coopération au Développement (ICD) pour la période 2014-2020. L'ICD envisage d'éliminer la coopération au développement bilatérale pour les pays qui ont des recettes supérieures à la moyenne et pour ceux dont le



Photo: flickr.com CC

► Catherine Ashton.

PIB dépasse 1% le PIB mondial (Inde et Indonésie). Sur les 19 pays pour lesquels sont proposés des restrictions, 11 sont en Amérique latine.

La coopération de l'UE au niveau national ne se poursuivra qu'avec la Bolivie, Cuba, le Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua et le Paraguay. Mais tous les pays d'Amérique latine resteraient éligibles pour des programmes régionaux comme le LAIF, les deux programmes thématiques de l'ICD (biens publics et organisations de la société civile/autorités locales) et les instruments horizontaux de la coopération au développement de l'UE. Sur certains thèmes, l'ICD propose davantage de coopération du secteur privé et de nouvelles modalités en combinant prêts et dons.

Ceci signifie que la LAIF sera certainement la modalité de coopération simple principale pour ces pays latino-américains qui ne recevront plus d'aide bilatérale de l'UE. Vu que l'Amérique latine demeure le continent confronté au plus haut degré d'inégalités dans le monde et que une personne sur trois (environ 180 millions) vit dans la pauvreté, la question se pose de savoir si cette modalité est la plus adéquate pour s'attaquer au problème des inégalités dans la région ?

L'appui du LAIF au secteur privé

En septembre 2012, dix projets avaient reçu l'approbation finale de l'Assemblée des Opérations du LAIF, dont cinq régionaux ou nationaux en Amérique Centrale et trois couvrant toute l'Amérique latine. La CE défend l'idée que l'aide en provenance du LAIF peut soutenir autant le secteur public que le privé. Dans ce contexte, il faut préciser que "le secteur privé" au sens large comprend un éventail hétérogène d'entités économiques formelles et informelles des grandes entreprises internationales et transnationales aux entreprises d'état, les entreprises locales micro, petites et moyennes (MIPME) et



► Les éoliennes de Bii Nee Stipa ont été installées sur des terres ancestrales des autochtones.

de nombreuses et diverses entreprises sociales. Quel est le secteur soutenu par ce mécanisme dans la région ?

De fait, les MIPME sont la clé du développement et de la création d'emplois, principale source d'emploi autant en Europe qu'en Amérique latine. Plus spécifiquement, en Amérique latine, l'accès des PME au capital qui leur est nécessaire pour croître et se développer est très limité. Plus de la moitié d'entre elles voient l'accès au financement comme un obstacle à leur épanouissement. Néanmoins parmi les projets ayant été approuvés par la LAIF, seul un est un appui direct aux PME.

Il apparaît aujourd'hui évident que c'est le secteur corporatif - et non pas les PME - qui sont fortement soutenues par la LAIF au travers de processus d'achats publics liés à des investissements en infrastructure. Comme les priorités des projets LAIF se focalisent sur l'introduction d'innovations technologiques depuis l'Europe dans le cadre de „l'économie verte“, il ne serait pas surprenant que la majorité des contrats soient attribués à des entreprises européennes.

C'est le cas des dix projets approuvés jusque là, mais l'exemple le plus net est le projet Bii Nee Stipa II de construction d'un champ d'éoliennes au Mexique. La réalisation de ce projet est dirigée par SIMEST, une institution italienne de financement du développement dont la mission est d'appuyer les activités des

entreprises italiennes à l'étranger. Ce projet est porté par le géant italien de l'énergie ENEL. Les champs éoliens déjà installés ont soulevé les critiques de la population autochtone, car ils occupent, sans consultation appropriée, des terres ancestrales et, de plus, l'énergie produite sert principalement aux filiales des entreprises ou associés (ENEL Green Power au Mexique, Groupe Nestlé et Coca Cola) et non aux populations locales.

Dans ce contexte propice aux conflits, il est logique de se demander qu'est-ce qui prévaut pour l'approbation des projets? La nécessité est urgente d'évaluer l'impact sur les droits humains reconnus par les états européens et auxquels ils doivent se conformer. Il nous faut un système qui ne mesure pas seulement les résultats à court terme mais aussi les impacts à long terme en y intégrant une information ouverte (directement ou indirectement via les parlementaires) et l'opportunité de superviser les actions du projet. ■

Erika González est collaboratrice du GRUPO SUR (Réseau européen de plaidoyer UE – Amérique latine et Caraïbes dont l'ASTM est membre). Gustavo Hernández est collaborateur du ALOP (Association latino-américaine d'organisations de promotion du développement). Traduction: Terre des Hommes France.

Cohérence des politiques

Le Parlement européen approuve le rapport sur la cohérence des politiques

L'eurodéputé libéral luxembourgeois Charles Goerens a présenté le 13 mars 2014 à la plénière du Parlement européen son rapport sur la cohérence des politiques au service du développement (CPD) qui a été adopté à une très large majorité.

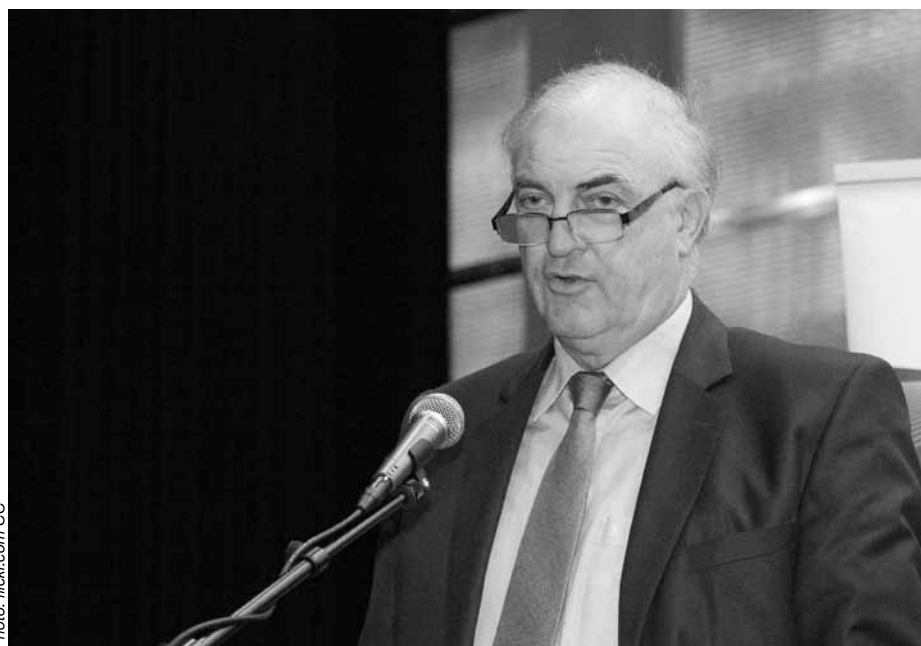


Photo: flickr.com CC

► Charles Goerens a présenté son rapport sur la cohérence des politiques.

Pour Charles Goerens, „la cohérence des politiques au service du développement est devenue un outil de politique global“. L'objectif de cet „outil“ est de „prévenir les incohérences résultant des politiques menées par l'UE afin d'éviter des retombées négatives sur les pays en développement.“ Il a donné dans son intervention devant la plénière un exemple d'une possible incohérence des politiques : „Si, d'un côté, nous appuyons les pays du Sud à développer une agriculture vivrière, nous ne pouvons pas réussir si, de l'autre côté, nous les encourageons à produire de plus en plus de matières végétales destinées à couvrir nos besoins énergétiques.“ Bref, il faut trouver le moyen „de renoncer à toute action ou démarche susceptible de

produire un impact contraire à celui visé par la politique de développement.“

Pour arriver à une „cohérence optimale“, l'ancien ministre luxembourgeois à la Coopération pour le développement a proposé un mécanisme d'arbitrage, confié au président de la Commission européenne, qui devrait trancher en vertu des engagements pris par l'Union en matière de CPD. Pour lui, il s'agit là d'une question de gouvernance, car il faut savoir „que faire dès lors que l'impact visé dans un projet ou programme de développement est fortement remis en question par une décision politique prise dans un autre domaine“ et ne pas rester sans la moindre réaction politique.

Il voudrait également que le Parlement européen joue un rôle de promo-

teur de la CPD. Il souligne par ailleurs „la nécessité de créer un mécanisme indépendant au sein de l'Union pour recueillir et traiter formellement les plaintes introduites par les citoyens et des communautés affectées par les politiques de l'Union“.

Il critique la Commission européenne parce que cette dernière n'a pas publié sur le sujet une communication, comme cela était initialement prévu, mais seulement „un simple document de travail“. C'est pour lui d'autant plus problématique que la question a „une envergure politique majeure“ et, comme il l'écrit dans ses considérants, qu'une bonne coordination des politiques de développement et des programmes d'aide des États membres de l'Union permettrait d'économiser environ 800 millions d'euros par an sur les coûts de transaction, „si l'Union et les États membres concentraient leurs efforts en matière d'aide sur moins de pays et d'activités“.

Les autres éléments importants du rapport

Charles Goerens recommande pour l'après-2015 „un objectif sur la CPD qui permette de développer des indicateurs fiables pour mesurer les progrès des bailleurs de fonds et des partenaires du Sud et d'évaluer l'impact des diverses politiques sur le développement“. La croissance démographique, la sécurité alimentaire mondiale, les flux financiers illicites, les mouvements migratoires, le climat et la croissance verte devraient être particulièrement dans la mire des évaluateurs.

Le Service européen pour l'action extérieure, et les délégations de l'Union dans les pays tiers devraient jouer un rôle „dans le suivi, l'observation et la facilitation des consultations et du dialogue avec les parties concernées et les pays partenaires sur les incidences des politiques de l'Union dans les pays en développement“. Il faut par ailleurs „un débat plus large avec toutes les parties concernées, telles que les ONG et les organisations de la société civile“.

Charles Goerens considère qu'il est nécessaire „de créer une véritable pédagogie sur la façon d'intégrer la CPD dans les différents domaines d'action politique“ mais aussi pour sensibiliser les citoyens européens dans le cadre de „2015 – Année européenne pour le développement“.

Parmi les domaines d'action prioritaires, le rapport de Charles Goerens cite:

- une gestion des flux migratoires qui soit cohérente avec les politiques de développement de l'Union et des pays partenaires ; une libéralisation du commerce qui ne soit pas oublieuse des conditions sociales et environnementales telles que les normes de l'OIT et qui inclue ces normes dans les accords de l'OMC afin d'éviter le dumping social et

- une évaluation systématique de l'impact des politiques européennes en matière agricole, commerciale et énergétique, y compris de la politique de l'Union en matière de biocarburants, susceptibles d'avoir des effets néfastes sur les pays en développement ; un développement optimal des synergies entre les politiques de l'Union en matière de changement climatique et ses objectifs de développement

- une évaluation systématique des risques liés au changement climatique dans tous les aspects de la planification

politique et du processus décisionnel, y compris dans les domaines relatifs au commerce, à l'agriculture et à la sécurité alimentaire;

- des mesures concrètes prises par l'UE pour combattre l'évasion fiscale et s'attaquer aux paradis fiscaux; des activités de pêche de l'UE qui répondent aux mêmes normes de durabilité écologique et sociale et de transparence, qu'elles aient lieu dans ses eaux ou hors de celles-ci ;

- un engagement de l'UE pour éviter le financement d'infrastructures énergétiques à grande échelle ayant des retombées sociales et environnementales négatives. ■

Communiqué du Europaforum (<http://www.europaforum.public.lu/fr/actualites/2014/03/pe-goerens-cpd/index.html>).



Photo: flickroom CC

► Le rapport demande notamment une politique migratoire de l'UE qui soit cohérente avec les politiques de développement.

Séminaire de Coordination Sud

Accords de Partenariat Economique (APE) : Quels enjeux pour les pays du Sud ?

Le 30 janvier dernier, j'ai pris part au séminaire de Coordination Sud, la coordination nationale des ONG françaises, qui a eu lieu à Nogent-sur-Marne près de Paris sur la question du commerce et de l'agriculture et sur les APE. Ce séminaire a été divisé en deux parties.

Jean Feyder

La première partie traitait la question suivante: De quelles politiques commerciales et de quels accords commerciaux l'Afrique a-t-elle besoin pour développer son agriculture et assurer la sécurité alimentaire de sa population ? Pour Jane Nalunga, Directrice-pays du Southern and Eastern Africa Information and Negotiations Institute en Ouganda (SEATINI), 80% des pauvres en Afrique vivent en milieu rural, dont 70% sont des paysans de subsistance. Il y a un haut taux de fertilité et un haut taux de croissance de la population (plus de 2% par an, 5,2 enfants par femme). La productivité diminue et il y a plus de faim aujourd'hui qu'en 1990. L'Afrique est passée d'un exportateur net de produits alimentaires à un importateur net de ces produits.

Parmi les causes de cette situation, elle mentionne les programmes d'ajustement structurel et le bas niveau des moyens budgétaires réservés à l'agriculture : „Si nous continuons de la sorte, nous ne serons en mesure de nourrir que 25% de notre population en 2025“.

Nous avons besoin d'accords politiques qui nous assurent l'espace politique (policy space) nous permettant de protéger l'agriculture, y compris par des taxes à l'importation et à l'exportation. L'Etat doit renforcer son rôle. Les secteurs-clé doivent être protégés. Carlos Lopez qui dirige la Commission Economique pour l'Afrique parle de „sophisticated protection policies“. Elle a mentionné l'économiste sud-coréen



Photo: ASTM

► La société civile s'interroge depuis longtemps sur le bien-fondé des APE.

Ha-Joon Chang, auteur du livre „Kicking away the ladder“¹.

Nalunga s'est de même prononcée en faveur de la promotion du commerce régional et intra-régional et du renforcement des liens entre agriculture et industrialisation en créant un maximum de valeur ajoutée. Des politiques complémentaires et cohérentes dans l'agriculture, le commerce, l'industrie et les finances sont nécessaires. Le rôle que joue la femme dans la production alimentaire est à mieux apprécier. L'Afrique a le potentiel de produire l'alimentation dont elle a besoin. Pour y arriver, il faut un plan stratégique clair.

Christine Andela, présidente de

la plateforme nationale des organisations de la société civile du Cameroun, rappelle qu'en 2003, l'Union africaine, à son sommet de Maputo, a adopté le Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA) se situant dans le cadre du NEPAD. C'est aussi à ce Sommet qu'a été adoptée la recommandation que chaque Etat membre réserve au moins 10% de son budget au développement de son agriculture. Les barrières tarifaires et non-tarifaires au commerce ont favorisé le commerce sud-sud. Cependant, le déficit agricole de l'Afrique centrale ne cesse de s'aggraver.

Kalilou Sylla, Secrétaire général

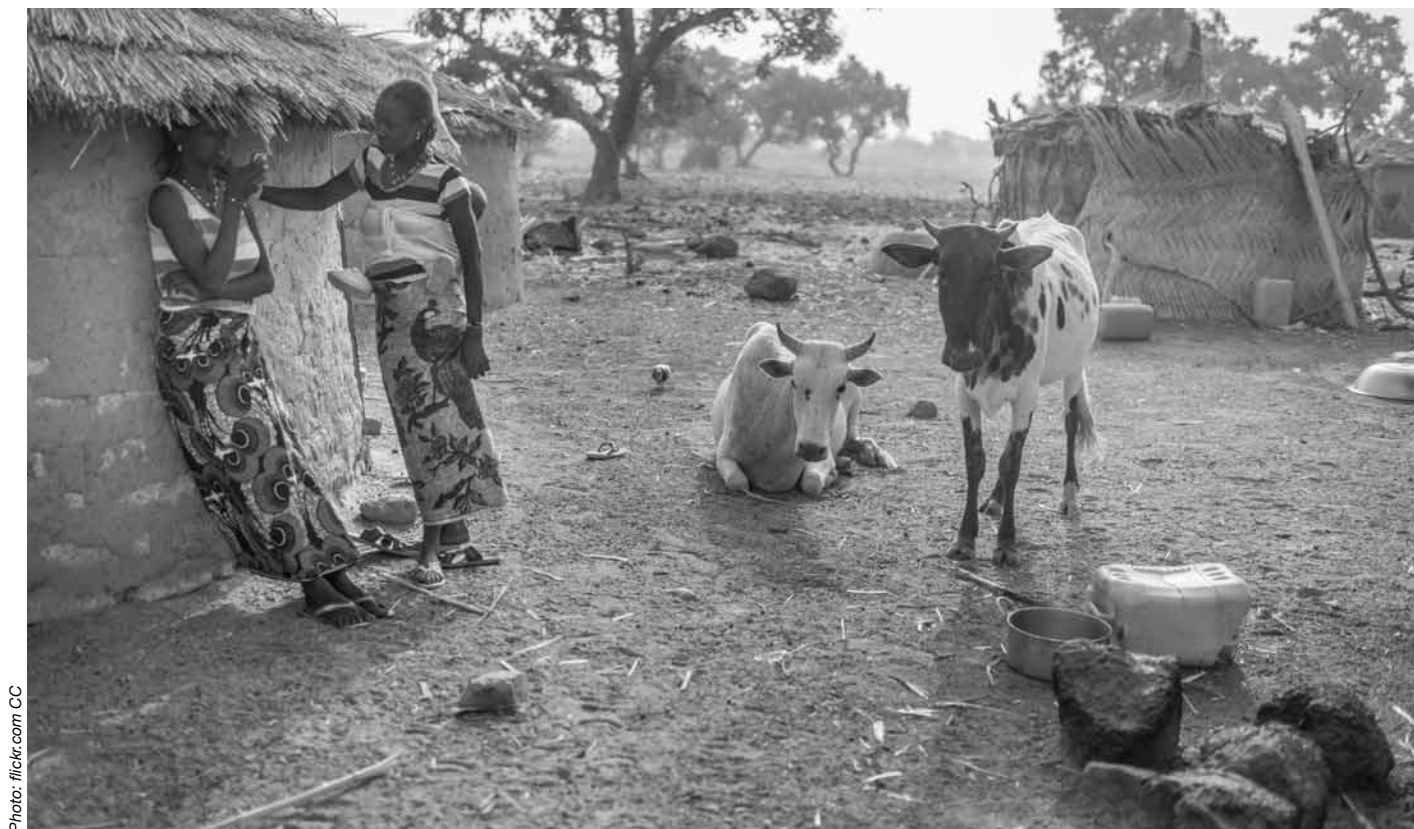


Photo: flickr.com CC

► Il est difficile à imaginer que des petits paysans dans un pays comme le Burkina Faso puissent tirer un quelconque bénéfice d'un accord de libre-échange avec l'Union européenne.

du ROPPA, a souligné que l'insécurité alimentaire persiste en Afrique de l'Ouest. L'Afrique importe pour 23 milliards de dollars en produits alimentaires dont 37% de céréales. Le commerce infra-africain est faible. Mais l'Afrique est en train de diversifier ses partenaires. La part de l'UE dans le commerce de l'Afrique est tombée en dix ans de 40% à 23%. Il s'est prononcé pour la protection de produits locaux. Dans ce contexte, il a constaté que le tarif extérieur commun de la CEDEAO est faible par rapport à celui de l'Afrique de l'Est.

Marc Maes, chargé des politiques commerciales européennes au CNCD et 11.11.11 a dénoncé l'opacité des négociations commerciales. Ce sont les entreprises, pas les paysans qui dominent ces négociations. 80% des flux commerciaux sont contrôlés par ces entreprises. Il convient de démocratiser

ces négociations. Les Accords de Partenariat Economique (APE)² sont imposés par les Européens.

Au cours de la discussion qui a suivi, Christine Andela a souligné que l'Afrique est encore soumise à un contrôle politique. Pour Jane Nalunga, les flexibilités qu'offre l'OMC sont érodées par les APE. Nous ne voulons pas signer les APE, mais comme l'UE utilise son bâton, nous finirons par le faire. Derrière les politiques commerciales se trouvent les multinationales. Qu'on laisse les Africains définir leurs propres politiques. Mettons un terme à la politique paternaliste.

Kalilou, se référant à sa carrière passée au sein de l'administration de son pays, la Côte d'Ivoire, indique que beaucoup de cadres africains sont convaincus des bienfaits du libéralisme. Ils estiment que l'augmentation des tarifs douaniers entraîne une augmentation des prix.

Mais il ne connaît aucun pays qui avec des tarifs faibles a réussi avec son agriculture. Si nous signons les APE, c'est pour des dividendes politiques. Mais l'Afrique pourra de plus en plus s'appuyer sur la Chine qui offre des ressources financières substantiellement plus élevées que l'UE.

Une seule région a accepté jusqu'à présent de signer un accord APE, à savoir la région des Caraïbes. Mais l'UE a fixé une nouvelle échéance au 1er octobre prochain à des pays comme la Ghana ou la Côte d'Ivoire pour signer cet accord, faute de quoi ils perdraient leur accès préférentiel au marché de l'UE.

L'information a été donnée que la négociation entre l'UE et la CEDEAO était sur le point de se conclure. Après signature par les négociateurs - Commission et CEDEAO - les Etats devront se prononcer.

Selon Cheikh Tidiane, c'est la Côte d'Ivoire qui a exercé une grande influence. Elle a besoin de l'Europe pour stabiliser son pays. Le Sénégal va suivre, le Ghana aussi, les autres pays les moins avancés (PMA) n'ont qu'un pouvoir politique faible. La question est toutefois de savoir si le Nigéria, géant économique de la CEDEAO va se rallier. Un Sommet UE-ACP doit se tenir en avril prochain.

Pour Kalilou, les APE ne sont pas bons pour l'Afrique. Il y a un avantage politique à court terme, mais à long terme, ce sont les Chinois qui seront les vainqueurs. Ouattara a besoin de l'Europe pour des raisons internes.

Jane Nalunga a demandé en quoi ces accords sont bons pour nous : „On nous raconte depuis 10 ans que ces accords sont bons, nous avons le droit de choisir. Nous avons besoin de protection que les APE ne nous donnent pas. Le Kenya est le seul pays de l'Afrique de l'Est non PMA, mais en fait c'est un PMA. Les APE ne répondent à aucune raison (sense) sociale ou économique, mais uniquement politique, aucune pour la population.“

La nécessité d'une appropriation par les Africains a été soulignée. Les divers risques en Afrique découragent les investissements. Marc Maes a souligné que la Commission n'a jamais associé la société civile européenne à la négociation d'accords commerciaux. Chekh Tidiane a signalé qu'une telle participation de la société civile existe bel et bien en Afrique de l'Ouest. Ainsi, dans quelques jours, elle sera reçue par le Président Macky Sall pour avoir un rapport sur l'état et le résultat des négociations.

J'ai fait état du plaidoyer de „Meng Landwirtschaft“ pour une réorientation de la politique agricole luxembourgeoise et plus particulièrement des demandes y adressées au gouvernement pour un engagement cohérent en faveur d'un changement de la politique commerciale néo-libérale de l'UE, d'un abandon des exportations dumping et d'une protection des petits paysans.

Jean-Louis Vielajus, Président de

Coordination Sud a conclu les travaux en disant que durant ces dix ans, l'histoire s'est accélérée et que l'Afrique est convoitée par un nombre croissant de pays. Les études menées sur les APE ont révélé les risques forts qui pèsent sur la sécurité alimentaire des Africains. Nous devons continuer à relayer les positions de la société civile africaine et poursuivre le travail sur la cohérence des politiques. Il a lancé un appel à la mobilisation en vue des échéances européennes. Il a enfin marqué la disponibilité de Coordination Sud de coopérer avec d'autres pays comme le Luxembourg.

Il y a eu une bonne représentation de la société civile africaine à ce séminaire: Cameroun, Ouganda, Sénégal (Enda TM) et ROPPA. Pour aucun de ces représentants, les APE ne servent le développement. Bien au contraire.

Si maintenant la CEDEAO devrait

signer les APE, comme première région de l'Afrique, ce qui semble probable, une première conclusion s'impose : l'histoire se répète et la pression paie. Quant au fond, la pertinence des positions adoptées et les demandes formulées par „Meng Landwirtschaft“ a été confirmée. A nous de veiller à en poursuivre le plaidoyer y compris en vue des prochaines élections européennes et, sans doute au-delà. ■

Jean Feyder est membre de l'ASTM.

(1) Ha-Joon Chang y argumente que les pays riches protègent leur marché notamment agricole, mais empêchent les pays en développement de faire la même chose.

(2) Accords de libre-échange entre l'Union européenne et six régions ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique) dont la plupart sont toujours en cours de négociation.

zoom

Consensus sur un APE pour l'Afrique de l'Ouest?

A la fin du mois de février, des sources proches de la Commission européenne ont affirmé qu'un compromis sur l'Accord de Partenariat Economique entre l'UE et la région Afrique de l'Ouest aurait été trouvé. Des discussions entre Karel de Gucht, Commissaire européen du commerce, et Macky Sall, Président du Sénégal et chargé de superviser les négociations pour la Cedeao (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest), auraient permis de débloquer les négociations qui durent depuis plus de dix ans. Ce serait la première des quatre régions africaines qui serait prête à signer un tel accord de libre-échange.

Le compromis prévoit que les pays de l'Afrique de l'Ouest ouvrent leurs marchés pour 75% des flux commerciaux en provenance de l'UE sur une période de 20 ans. Dans le passé, la Commission européenne avait toujours exigé que le taux de libéralisation soit au moins de 80% et sur une durée plus limitée. L'accord serait épaulé par un programme „d'aide au commerce“ de 6,5 milliards d'euros. Cependant, il s'agit pas de nouveaux engagements, mais simplement d'engagements anciens qui sont étiquetés de façon différente.

Les organisations de la société civile en Afrique de l'Ouest, qui craignent des répercussions négatives pour les paysans et qui redoutent que leurs pays seront encore davantage consolidés dans leur rôle de fournisseurs de matières premières, ont déjà organisé des mobilisations dans différentes capitales de la région.

A ce stade, il est encore incertain si le compromis est accepté par tous les 16 pays de la région. Le Président du Nigeria, Goodluck Jonathan, aurait déjà requis un délai de réflexion supplémentaire de deux mois.

Marc Keup

Philippinen

Katastrophenkataster

Ein halbes Jahr nach dem Supertaifun „Haiyan“ in den Philippinen ist die Aquino-Regierung mehr an „Aufstandsbekämpfung“ interessiert, als die notleidende Bevölkerung beim Wiederaufbau wirksam zu unterstützen.

Rainer Werning

Eines muss man dem philippinischen Präsidenten Benigno S. Aquino III lassen: Seit seinem Amtsantritt im Sommer 2010 hat er es verstanden, sich selbst zu inszenieren und stets vollmundige Versprechungen abzugeben. So war das auch, als Aquino am 7. November 2013, einen Tag vor Haiyan, seine Landsleute mit der Botschaft beruhigte, seine Regierung habe sämtliche Vorkehrungen getroffen, 30 Flugzeuge und Helikopter der Luftwaffe und 20 Schiffe der Marine bei Bedarf umgehend für Rettungs- und Nothilfemaßnahmen zur Verfügung zu stellen. Doch als der Taifun dann am 8. November mit voller Wucht zuerst die östliche Küstenregion der Insel Samar traf und auf den Nachbarinseln Leyte, Bohol, Cebu, Negros und Panay Schneisen der Verwüstung hinterließ, erwiesen sich alle hehren Versprechungen aus dem Präsidentenpalast Malacañang als Schall und Rauch.

Präsidiales Abtauchen

Vor Ort berichtete der CNN-Korrespondent Andrew Stevens, eine Regierungspräsenz sei nirgends zu erkennen. Sein Kollege Anderson Cooper und Kamerateams der Fernsehsender BBC und Al Jazeera sowie philippinische Medien berichteten übereinstimmend, die Betroffenen seien allein auf sich gestellt. Dies berücksichtigte zu der Zeit nicht das Schicksal von Menschen in entlegenen Regionen, die tagelang gänzlich abgeschottet von der Außenwelt ums schiere Überleben kämpften. Auch noch fünf Tage nach dem Taifun berichtete Cooper, nirgends sei zu erkennen, wer eigentlich für was verantwortlich



► Die US-Marines zeigten eine massive Präsenz nach dem Taifun Haiyan.

sei. Was allein in Tacloban City, der Hauptstadt Leytes, geschehe, gleiche eher „einer Zerstörung als organisierter Wiederaufbauhilfe“.

Anstelle von Regierungspolitikern aus der Region oder aus Manila, vom Präsidenten ganz zu schweigen, tauchten in den verwüsteten Gebieten lediglich Uniformierte auf. Aus Washington kam das Signal, man werde in der Region kreuzende Schiffe der US-Navy in die Katastrophenregion umdirigieren. Schon bald tauchten sechs US-amerikanische Kriegsschiffe inklusive des Zerstörers USS George Washington mit über 5.000 Mann an Bord im Katastrophengebiet auf, um dort bei Nothilfemaßnahmen zu assistieren. Dabei wurden auch Fertiggerichte verteilt, die ebenfalls von der eigenen Besatzung verzehrt werden. Als die GIs wieder abgezogen waren, wurde ein Großteil dieser Fertiggerichte

der philippinischen Armee überlassen. Wenig später tauchten solche Rationen sogar in Manila auf, wo sie auf dem Schwarzmarkt höchstbietend verhökert wurden. Was in einigen philippinischen Medien als vorweihnachtlich gedeckter Gabentisch der einstigen Kolonialmacht gepriesen wurde, diente vorrangig dem Zweck, die bilaterale militärische Zusammenarbeit neu zu gestalten.

Im Rahmen der auf die Regionen Asien und Pazifik fokussierten Militärstrategie von US-Präsident Barack Obama ist vorgesehen, die Philippinen wieder dauerhaft als Ankerplatz und Operationsbasis zu nutzen. Anlässlich des Besuchs einer Delegation hochrangiger US-Kongressabgeordneter in Manila erklärte der philippinische Außenminister Albert del Rosario auf einer gemeinsamen Pressekonferenz am 25. November 2013, die Präsenz der US-Navy im von Haiyan betroffenen



► Das Krisenmanagement von Präsident Aquino wurde stark kritisiert.

Gebiet habe gezeigt, wie notwendig „ein Rahmenabkommen (sei), welches den USA eine verstärkte Rotationspräsenz erlaubt“. Regierungskritiker äußerten bereits die Befürchtung, dass dann auch Drohnen gegen „Aufständische“ eingesetzt werden könnten.

Im fernen Manila erklärten derweil Regierungssprecher, Polizei- und Armeeeinheiten seien „zum Schutz vor Plünderern“ aufgeboten worden. Regionalkommandeure der Philippinischen Streitkräfte (AFP) lancierten die bewusste Falschmeldung, Guerilleros der Neuen Volksarmee (NPA), des bewaffneten Arms der Kommunistischen Partei der Philippinen (CPP), hätten Rettungskonvois am Transport dringend benötigter Hilfsgüter gehindert. Bewegend schließlich die von Helikoptern aufgenommenen Szenen, als sich ausgemergelte Menschen verzweifelt um abgeworfene Nahrungsmittelpakete raufen.

Spätestens diese Bilder veranlassten aufgebrachte Medienleute und Kommentatoren im Lande zu ersten geharnischten Kritiken. Vom „Abtauchen des Präsidenten“, einem „irrelevanten Präsidenten“ und einem Präsidenten, der „nun endlich gehen muss“, war die Rede. Amando Doronila,

ein renommierter Kolumnist des auflagenstarken Philippine Daily Inquirer, sprach vom 8. November 2013 als dem Tag, „an dem die Regierung verschwand“. Rick B. Ramos von der Manila Times schrieb über den ersten Mann im Staate: „Der Supertaifun offenbarte die Superinkompetenz von Pnoy“ - neben „Noynoy“ der gebräuchliche Kosenamen des Präsidenten.

Politposen und mediale Inszenierungen

Wenngleich Haiyan zahlreiche Städte und Orte auf mehreren Inseln dem Erdboden gleichmachte, wurde Leytes Metropole Tacloban mit ihren etwa 250.000 Einwohnern über Nacht zum Inbegriff der Katastrophe. Nicht allein die Größe, sondern auch und gerade die politische Besonderheit dieser Stadt war dafür ausschlaggebend. Seit Ende der 1940er Jahre ist Tacloban City die politische Hochburg der Romualdezes, deren berühmteste Tochter zweifellos die einstige Schönheitskönigin der Stadt und Witwe des Diktators Ferdinand E. Marcos, Imelda Romualdez Marcos, ist. Taclobans Bürgermeister ist Alfred Romualdez, ein Neffe der noch immer umtriebigen Imelda, die heute ihrerseits als Kongressabgeordnete des zweiten Distrikts von Ilocos Norte fungiert, der Heimatprovinz ihres im Hawaiier Exil verstorbenen Gatten. Alfreds Ehefrau sitzt im Stadtrat von Tacloban, während ein anderer Familienspross, Ferdinand Martin Romualdez, gegenwärtig Kongressabgeordneter des ersten Distrikts von Leyte ist. Präsident Aquino hingegen ist der Sohn des einst gewichtigsten politischen Widersachers von Marcos, Benigno „Ninoy“ Aquino II. Dieser war 1983 nach seiner Rückkehr aus US-amerikanischem Exil auf dem Flughafen von Manila erschossen worden. Auf Anweisung von Marcos-Schergen, wie seine bis heute glühenden Bewunderer meinen. Romualdez' Onkel Marcos soll demnach die Ermordung des Vaters des amtierenden Präsidenten

angeordnet haben.

Die Lokalregierung habe – ohne Alfred Romualdez namentlich zu nennen – als Krisenmanager versagt, erklärte Präsident Aquino am 12. November 2013 in einem Exklusivinterview mit CNNs internationaler Chefkorrespondentin Christiane Amanpour. Die Lokalregierung, fügte Aquino hinzu, sei erstinstanzlich für den Zivilschutz und sofortiges Handeln verantwortlich gewesen. Man habe die Situation im Griff und müsse maximal, so ein kühl wirkender Präsident weiter, von 2.500 Todesopfern ausgehen. Die Regierung war offensichtlich bemüht, die Zahlen nach unten zu korrigieren, weil in- wie ausländische zivile Hilfsorganisationen mehrfach von möglicherweise 10.000 Getöteten sprachen. Auf die Frage von Frau Amanpour, ob er seiner Verantwortung als oberster Repräsentant des Staates gerecht wird und sein Krisenmanagement möglicherweise seine Amtszeit definiert, ging Aquino nicht ein. Stattdessen insistierte der Präsident darauf, dass gemäß „unserem System“ (wörtlich: „under our system“) zuerst die Lokalregierung als oberster Krisenmanager gefordert ist.

Wiederaufbau! Wiederaufbau?

Verantwortlich für den Katastrophen- und Zivilschutz ist allerdings zuvörderst der Nationale Katastrophenrat (National Disaster Risk Reduction and Management Council, NDRRMC). Seit Februar 2010 fungiert dieser als Nachfolger der zuvor als Nationalrat zur Hilfskoordination bei Desastern bekannten Behörde und ist dem Verteidigungsminister unterstellt. Als Exekutivdirektor des NDRRMC hatte Aquino Anfang 2013 mit Eduardo del Rosario einen Generalmajor a.D. ernannt, der fortschrittliche und linke Kräfte im Lande noch immer schaudern lässt. Für sie war der General, der unter anderem Befehlshaber der berüchtigten 2. Infanteriedivision der Philippinischen Armee war und sich gern als „Aufstandsbekämpfungsexperte“

brüstete, schlichtweg ein „berdugo“ - „Schlächter“. Kurz nach Haiyan hatte dieser Mann die Chuzpe, von einer „geringfügigen Zerstörung“ Taclobans und „minimalen Opferzahlen“ zu sprechen.

Aber es kam noch knüppeldicker. Am Nikolaustag (6. Dezember) 2013 kürte der Präsident den 66-jährigen Panfilo Lacson qua Präsidialorder zu seinem Chefmanager bei der Rehabilitation und den Wiederaufbau der durch Haiyan zerstörten Regionen. (Siehe Artikel „Hilfe im Stechschritt“ im BP3W 281). Seitdem genießt Lacson, von 1999 bis 2001 Generaldirektor der philippinischen Nationalpolizei und in den Medien des Landes heute als „Zar des Wiederaufbaus“ tituliert, weitreichende Vollmachten. Als Hauptmanager und -koordinator der Katastrophenhilfe kann er nach eigenem Ermessen darüber verfügen, welche Mittel in welcher Höhe für welche Zwecke prioritär verwandt werden. Seine guten Connections zum

Big Business nutzt er denn auch zum „Corporate Capture“ aus. Gemeint ist damit die Vergabe lukrativer Aufträge an Großfirmen zum (Wieder-)Aufbau der von Haiyan betroffenen Gebiete, um dort Finanz-, Bank- und Investment-geschäfte, agroindustrielle Betriebe, Touristenressorts, Einkaufszentren und Minengesellschaften entstehen zu lassen. Die Überlebenden des Taifuns werden entweder zwangsumgesiedelt oder sich selbst überlassen.

Tatsächlich verging nicht einmal ein Monat, als sich erste Kritiker zu Wort meldeten. Architekten aus dem In- und Ausland bemängelten die minderwertige Qualität und überkauften Notunterkünfte beziehungsweise Schlafbaracken. Sie seien vielfach schlicht menschenunwürdig. Durchschnittlich sind 8,64 Quadratmeter für eine Einheit vorgesehen, wo mindestens fünf – mitunter auch mehr – Personen „leben“ sollen. Viele Menschen sind außerdem verärgert darüber, dass die Behörden in Küsten-

nähe einen Baustopp verhängten. „Das Leben ist für die Überlebenden noch schlimmer geworden“, zitiert das philippinische Online-Magazin Bulatlat Joel Abañon von der Kalipunan ng Damayang Mahihirap (Vereinigung der Armen in Solidarität), weil die Regierung noch immer zu langsam handelt, um dringend benötigte Hilfsgüter fürs schiere Überleben bereitzustellen. Mitglieder von Pamalakaya, ein Zusammenschluss sozialpolitisch engagierter Fischerleute, sehen das genauso wie Abañon.

„Aufbegehren des Volkes“

Seit Ende Januar kam es in und um Tacloban City wiederholt zu Demonstrationen gegen die staatlichen Behörden. Gefordert werden ausreichende Nahrungsmittel, menschenwürdige Unterkünfte und medizinische Versorgung. Allein am 24. Januar waren über 12.000 wutentbrannte Menschen aus Leyte und Samar in Tacloban auf die Straße gegangen, um lautstark ihren Unmut hinauszuschreien. Diesmal waren es keine politisierten oder linken Kräfte, die dazu aufgerufen hatten, sondern Menschen, die sich spontan der Kundgebung einer religiösen Bewegung namens „People Surge“ (Aufbegehren des Volkes) angeschlossen hatten. Deren Sprecherin, Schwester Edita Eslopor, begründete den ungewohnten Protestzug mit bitteren Worten: „Dieser massive Umzug unterstreicht die tiefe Unzufriedenheit der Menschen über die kriminelle Vernachlässigung und das klägliche Unvermögen von Mister Aquino, sich angemessen um das Wohl der Bevölkerung zu kümmern“. „Diese Demonstration“, fügte Eslopor hinzu, „ist lediglich der Auftakt weiterer Protestmärsche in anderen Städten des Landes. Nur so können die Menschen ihre Wut und Verbitterung über die Regierung zum Ausdruck bringen“. Bei seinem letzten Besuch in der Region Anfang März wurde der Präsident von aufgebracht Menschen ausgebuht. Er musste sich entschuldigen und einge-



Photo: flickr.com

► Die schwer zerstörte Stadt Tacloban wurde zum Inbegriff der Katastrophe.

stehen, dass von dem Sonderfonds in Höhe von zirka 40 Milliarden Peso (913 Millionen US-Dollar) zum Wiederaufbau der Region gerade mal ein Zehntel abgeflossen sei.

„Militärische Nachbarschaftshilfe“

Der 2010 im AFP-Hauptquartier ausgearbeitete „Oplan Bayanihan“, (Operationsplan Nachbarschaftshilfe) ist seit Anfang 2011 als aktuelle Aufstands-bekämpfungs-Strategie in Kraft und sieht explizit vor, kombinierte zivile und militärische Komponenten miteinander zu vereinen, um in „Rebellengebieten“ schrittweise Fuß zu fassen. Das Ziel, wie in ähnlichen früheren Plänen, ist es, bis spätestens Ende Juni 2016, wenn Aquinos Amtszeit endet, die „linken und kommunistischen Elemente zu zerschlagen“ und dauerhaft „Hirne und Herzen“ der betroffenen Bevölkerung zu gewinnen. Militärkommandeuren ist es demnach in ihren jeweiligen Operationsgebieten gestattet, Schulen, Hospitäler, Kliniken und selbst religiöse Stätten zu nutzen, um dort vor allem Kinder und Jugendliche vor „kommunistischen Frontorganisationen“ zu warnen. Laut der philippinischen Menschenrecht-sallianz Karapatan mussten sich allein von Juli 2010 bis Ende Dezember 2013 knapp 133.000 Menschen – meist Kinder – dieser „Schulungsmaßnahme“ unterziehen. Ortschaften, die AFP-Einheiten den Zugang verwehren, gelten als suspekt und werden als „Horte des Terrorismus“ ins Visier genommen.

Pikanterweise sind es die von „Haiyan“ besonders hart getroffenen und von grassierender Armut gezeichneten Inseln Samar, Leyte, Negros und Panay, die zu den Hauptzielgebieten von „Oplan Bayanihan“ zählen. Dabei kann vor allem Samar auf eine Tradition militärischen Widerstands und zivilen Protests zurückblicken. Es war der US-General Jacob Hurd Smith, der auf dem Höhepunkt des Amerikanisch-Philippinischen Krieges 1901 seinem

Aus der Geschichte nichts gelernt

Am 8. November 2013 war der bis dahin heftigste jemals registrierte tropische Wirbelsturm „Haiyan“ (in den Philippinen als „Yolanda“ bekannt) über die zentrale Inselgruppe der Visayas hinweggefegt. Mit Böen bis zu 370 Stundenkilometern und fünf Meter hohen Flutwellen hinterließ der Taifun eine breite Schneise der Verwüstung. Am schwersten betroffen waren die Inseln Samar und Leyte mit der Haupt- und Küstenstadt Tacloban. Sie wurde buchstäblich dem Erdboden gleichgemacht.

Bis Anfang Februar sind laut Angaben der Regierung in Manila 6.201 Todesopfer zu beklagen. Vier Millionen Menschen wurden entwurzelt und leben unter meist miserablen Bedingungen in Notunterkünften. Insgesamt sind laut Europäischer Kommission bis zu 16 Millionen Menschen, etwa ein Sechstel der nunmehr 100 Millionen Einwohner zählenden Bevölkerung der Philippinen, auf unterschiedliche Weise durch Haiyan in Mitleidenschaft gezogen. 791 Millionen US-Dollar hatten die Vereinten Nationen an Wiederaufbauhilfe zugesagt. Bislang ist davon etwa ein Drittel geflossen. Korruption und unterschiedliche Auffassungen in Manila und New York über die Verwendung von Geldern sind dafür (mit-)verantwortlich.

Bereits in den beiden Vorjahren 2011 und 2012 hatten jeweils im Dezember die Taifune „Washi“ (lokaler Name „Sendong“) und „Bopha“ (lokal „Pablo“ genannt) auf der südlichen Hauptinsel Mindanao etwa 2.500 Todesopfer gefordert. Eigentlich eine Region, die als taifungeschützt gilt. Die Zahl der bis heute Vermissten wird auf über 840 geschätzt. „Bopha“ war der im Jahre 2012 weltweit verheerendste Wirbelsturm. Dieser als Kategorie 5 (die höchste Stufe) klassifizierte Sturm war weitaus heftiger als Hurrikan Katrina Ende August 2005 (Kategorie 3) und Hurrikan Sandy (Ende Oktober 2012 - Kategorie 2), die über mehrere karibische Inseln hinwegfegten und auch Teile der USA verwüsteten.

„Bopha“ zog mehr als 6,2 Millionen Menschen in Mitleidenschaft und durch ihn verloren über 850.000 Personen ihr Dach über dem Kopf. Es wird 10 Jahre dauern, um allein die verwüsteten Kokosnussplantagen wieder aufzubauen. Nicht nur Bauern verloren ihre Existenzgrundlage, sondern auch über eine Million Arbeiter. Über 10.000 Menschen harren noch in Notunterkünften aus. Menschen, die verzweifelt Hilfe bei den staatlichen Behörden anmahnten, wurden drangsaliiert. „Wir wollen keinen weiteren Fall Cristina Jose“, sagt Cristina Palabay, die Generalsekretärin der philippinischen Menschenrechtsallianz Karapatan, „die nur deshalb von Regierungstruppen getötet wurde, weil sie von den Behörden immer wieder Hilfsgüter für sich und ihre Gemeindemitglieder gefordert hatte“.

untergebenen Kommandeur, Major Littleton Waller, den Befehl erteilt hatte, die „von Rebellen verseuchte Insel“ zu „befrieden“ und diese in „eine heulende Wildnis zu verwandeln“. Heute, so Fr. Santiago Salas, Sprecher der CPP-NPA in Ostsamar, sehen sich seine Einheiten Militäroperationen seitens der 8. Infanteriedivision und Einheiten des 87.

Infanteriebataillons ausgesetzt. Die Regierungstruppen hätten es darauf abgesehen, den selbstverwalteten Wiederaufbau in den Guerillazonen zu unterminieren. ■

Dr. Rainer Werning ist Politikwissenschaftler und Publizist mit dem Schwerpunkt Südost- und Ostasien.

Conflit israélo-palestinien

La Naqba, résultat d'un crime contre l'humanité

Du 24 janvier au 14 février dernier, Pax Christi et le Comité pour une Paix Juste au Proche Orient (CPJPO) ont organisé une exposition au Centre Convict sur la Naqba, la catastrophe que les Palestiniens ont subie en 1947-48. Cela s'est passé durant les mois ayant précédé et suivi la proclamation de l'Etat d'Israël, le 14 mai 1948. Ce même jour, s'est terminé le mandat sur la Palestine que les Britanniques se sont fait confier par l'ONU après la première guerre mondiale.

Jean Feyder

La Naqba a aussi suivi l'adoption du plan de partage de la Palestine, par l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) le 29 novembre 1947. Ce plan a prévu la création d'un Etat juif et d'un Etat arabe alors que Jérusalem devait être placé sous administration internationale.

Cette exposition a montré que durant cette période quelque 750.000 Palestiniens ont été chassés de leurs maisons, de leurs villages, de leurs villes. Ils ont dû fuir sous la menace de la violence qu'ont exercée les milices et les forces armées juives et sous l'effet de la terreur créée par les sionistes. 531

villages ont été détruits et onze villes vidées de leurs habitants. Seulement environ 150 000 Palestiniens ont pu rester Jusqu'à ce jour, aucune indemnité n'a été payée à ces Palestiniens pour la perte de leurs maisons, de leurs biens, de leurs champs, de leurs exploitations, de leurs plantations. La résolution 194(III) adoptée le 11.12.1948 par l'AGNU leur garantit le droit de retour ou du moins le droit à une indemnisation pour ceux qui ne veulent pas retourner. A ce jour, Israël n'a réservé aucune suite à cette résolution que l'AGNU a rappelée jusqu'aujourd'hui dans nombre de ses résolutions ultérieures. Au contraire, le lendemain de l'adoption de cette résolution, Israël a adopté un décret sur la propriété „des absents“ qui lui a permis

de s'approprier les biens de ceux-ci.

Cette exposition, déjà présentée dans une cinquantaine de villes allemandes, a le mérite de contribuer à corriger l'histoire et à redresser les mensonges qui nous ont été longtemps racontés pour expliquer l'émigration des Juifs et la création de l'Etat d'Israël : un peuple sans terre, affirmait-on, est allé s'établir dans une terre sans peuple. Plus tard, lorsqu'au cours des années 1960, les Palestiniens ont commencé à réagir, de manière parfois violente, l'explication a été de dire que ce sont les gouvernements arabes qui ont invité les Palestiniens à quitter leur terre afin qu'ensuite, ensemble, ils puissent jeter les Juifs à la mer. La thèse sioniste, soigneusement entretenue, des „Palestiniens partis d'eux-mêmes“ est fausse et absurde. Un mythe.

Un plan soigneusement préparé

Dans son livre, „Le nettoyage ethnique de la Palestine“, Illan Pappé, un des nouveaux historiens israéliens, écrit qu'il y a un crime qui a été presque entièrement effacé de la mémoire publique mondiale: la spoliation des Palestiniens par Israël en 1948. Cet événement a été systématiquement nié: „Il n'est toujours pas reconnu comme un fait historique, et moins encore comme un crime auquel il faut faire face politiquement et moralement“¹.

Illan Pappé précise que c'est sous la direction de Ben Gourion, que le 10 mars 1948, le „plan D“ (en hébreu Daleth) a été finalisé. Alors que les trois versions précédentes étaient encore restées vagues quant aux intentions des



Photo: CPJPO

► Pendant la Naqba, de nombreux Palestiniens ont fui par voie de mer.



Photo: CPJPO

► Lors de la Naqba, 750.000 Palestiniens ont été contraints à l'exode.

sionistes, ce plan D a été clair et non-ambigu : „ils devaient partir“. Des ordres ont été envoyés aux unités sur le terrain pour préparer l'expulsion systématique des Palestiniens de vastes régions du pays. „Ces ordres s'accompagnaient d'une description détaillée des méthodes à employer pour évacuer les habitants de force : intimidation massive, siège et pilonnage des villages et des quartiers, incendie des maisons, des biens, des marchandises, expulsion, démolition et pose de mines dans les décombres pour empêcher les expulsés de revenir“².

Selon Illan Pappé, ce plan montrait la volonté idéologique du sionisme d'avoir une population exclusivement juive en Palestine. Il a fallu six mois pour appliquer le plan D. Ce plan et sa mise en œuvre systématique, souligne-t-il, ont été un cas clair et net de ce „nettoyage ethnique“ que le droit international actuel considère comme un „crime contre l'humanité“³.

Entre le début de décembre 1947 et la fin mars 1948, l'armée des Juifs avait réussi à achever la première phase du nettoyage de la Palestine, avant même la mise en œuvre du plan directeur⁴. L'exécution de ce plan a conduit, en particulier, au massacre du village de

Deir Yassin où une centaine d'habitants - dont trente bébés - ont été froidement abattus et à celui de Tantoura où tous les hommes ont été tués.

La guerre avec les armées régulières arabes qui a commencé le 15 mai, n'a pas interrompu les opérations de nettoyage ethnique, qui se sont achevées avec succès à l'automne 1948.

La discrimination des Palestiniens en Israël

Fin 2010, nous avons une nouvelle fois passé quelques jours en Palestine. Nos amis palestiniens nous ont invités à aller à la rencontre de Palestiniens vivant en Israël et que les autorités israéliennes appellent les Arabes leur refusant le nom de Palestiniens. Ainsi, à Nazareth, des Palestiniens ont pu nous détailler les discriminations qu'ils vivent sur le plan du logement, de l'accès à la terre et au marché foncier, à l'emploi et à l'éducation. Les 1,3 million de la minorité palestinienne - 17% de la population totale après le nettoyage ethnique, aujourd'hui 20% - a été contrainte de subsister avec 3% seulement des terres. Elle n'a le droit de construire et de vivre que sur 2% du territoire ; le 1% restant a été classé comme zone agricole inconstructible⁵.

Ce qui nous a le plus frappés, a été notre expérience vécue à Jaffa, près de Tel Aviv. Nous y faisons la connaissance de Samir, un jeune Palestinien, se préparant à un PHD en histoire sur la ville de Jaffa. Comme tant de villes de Palestine, Jaffa avait une longue histoire qui remontait à l'âge du bronze et un héritage romain et byzantin impressionnant. Les troupes de Napoléon ont fait le siège de la ville en mars 1799.

Jaffa, ville jadis palestinienne

Avant 1948, nous raconte Samir, Jaffa fut une ville portuaire où ont vécu plus de 100 000 habitants⁶. Il s'agissait d'un important centre commercial grâce au commerce des oranges cultivées dans

la région. Les oranges ont été exportées vers l'Europe et notamment la Grande-Bretagne et les Pays-Bas dès le XIX^{ème} siècle. A cette époque, des Allemands ont établi des postes dans la région. Ils ont introduit de nouvelles technologies, comme la pompe à eau, ce qui a facilité le développement de l'irrigation et augmenté les récoltes.

Selon le plan de partage, Jaffa devait faire partie de l'Etat arabe en tant qu'enclave. Si on l'avait affectée à l'Etat juif, la population de celui-ci aurait été à majorité palestinienne⁷.

Le grand Jaffa comprenait vingt-quatre villages et dix-sept mosquées ; il reste aujourd'hui une mosquée, mais plus aucun village. Que s'était-il passé ? La première semaine de janvier 1948 a été marquée par l'explosion d'une bombe dans la maison Sarraya à Jaffa, siège du Comité national palestinien local : le bâtiment s'écroula et on dénombra 36 morts. La panique a commencé à s'installer dans la population⁸. Après la mi-février, des maisons furent choisies au hasard puis dynamitées avec leurs habitants⁹.

Le 13 mai 1948, 5000 soldats de l'Irgoun et de la Haganah attaquèrent la ville, que quelque 1500 des volontaires arabes, mal armés et dirigés par Michel al-Jassa, un chrétien local, tentaient de défendre. Ils ont soutenu un siège et un assaut de trois semaines, de la mi-avril à la mi-mai. Quand Jaffa est tombée, sa population palestinienne - 50 000 habitants - a fui dans des conditions chaotiques, la plupart par bateaux vers Gaza et le Liban pour s'y établir dans des camps de réfugiés¹⁰. Après notamment Tiberias et Haïfa, Jaffa a été la dernière ville palestinienne à être prise, deux jours avant la fin du Mandat¹¹.

Finalement, nous raconta Samir, il ne restait que quelque 3000 Palestiniens à Jaffa. Privés de tous leurs biens, de leurs maisons, de leurs relations humaines, ils ont été regroupés par les forces israéliennes dans un camp entouré de barbelés ce que certains Juifs, qui ont connu les camps nazis, ont

dénoncé. Sans résultat. Désespérés, ils sont tombés dans la grande pauvreté et même, s'abandonnant à la drogue, dans la petite criminalité.

Deux mois après l'occupation de Jaffa par les Israéliens, les représentants de la Croix-Rouge y ont découvert un monceau de cadavres. Sous couvert des couvre-feux et des bouclages, les Israéliens ont commis à Jaffa d'autres crimes, largement représentatifs de ce qui se passait ailleurs. Le plus courant était le pillage, tant officiel et systématique que privé et sporadique. Les réserves de sucre, de farine, d'orge, de blé et de riz ont été vidées et le butin envoyé dans les implantations juives¹².

En 1950, Jaffa est intégré dans la ville de Tel Aviv.

L'enjeu du vote du Luxembourg à l'ONU

Et le Luxembourg dans tout cela ? Un panneau de l'exposition présente le résultat du vote de la résolution 181 (II) de l'AGNU sur le plan de partage de la Palestine. Ce plan a réservé 56,47 % du territoire à l'Etat juif- alors que les Juifs ne possédaient que 7% des terres -, contre seulement 42,88% à l'Etat arabe. Sur une population totale de près de 1,9 millions de personnes, la population juive s'élevait alors à quelque 608 000, soit un tiers de la population totale.

Le Luxembourg a-t-il eu des doutes sur le bien-fondé de ce plan ? Le fait est que, lors du vote en commission, quelques jours avant celui en plénière, il s'est abstenu. Et le résultat global de ce vote en commission, s'il devait se confirmer en plénière, n'aurait pas permis d'arriver à la majorité nécessaire des deux tiers pour l'adoption du plan. C'est le Président Truman qui, mis sous une forte pression des Juifs, a modifié la situation. Ensemble avec des membres pro-sionistes du Sénat, il a intimidé et menacé des Etats membres pour qu'ils votent en faveur du plan de partage. Le Luxembourg a été parmi les neuf Etats qui ont changé leur vote. Avec 32 autres

Etats, il a voté en faveur de ce plan de partage. 13 Etats- dont tous les pays arabes - ont voté contre, et 10 se sont abstenus¹³.

James Forestall, Secrétaire d'Etat américain à la défense, opposé au plan de partage, a décrit cette manipulation dans son journal de la manière suivante : La méthode qui a été utilisée pour mettre sous pression et contraindre („to bring coercion and duress“) d'autres nations à l'Assemblée générale a été pour ainsi dire un scandale („bordered on to scandal“) ¹⁴.

Illan Pappé conclut que tant qu'Israël n'aura pas reconnu le rôle cardinal qu'il a joué et qu'il continue de jouer dans la spoliation de la nation palestinienne, tant qu'il n'aura pas accepté de tirer les conséquences de cette reconnaissance du nettoyage ethnique, toutes les tenta-

tives pour résoudre le conflit israélo-palestinien seront vouées à l'échec¹⁵. ■

Jean Feyder est ancien Ambassadeur et membre du Conseil d'administration du Comité pour une Paix Juste au Proche Orient (CPJPO).

- (1) Illan Pappé, *Le Nettoyage Ethnique de la Palestine*, Fayard, 2006, page 10 page 11-12.
- (2) Ibid., page 10.
- (3) Ibid., page 11.
- (4) Ibid., page 121.
- (5) Ibid., page 287.
- (6) Selon Wikipedia, Jaffa avait en 1945 une population de 101.580 habitants dont 53.930 de Musulmans, 30.820 de Juifs et 16.800 de Chrétiens
- (7) *The Palestinians*, Izzat Tannous, M.D. IGT. Co 1988, page 519
- (8) *Le nettoyage ethnique des Palestiniens*, page 92
- (9) Ibid., page 110
- (10) *The Palestinians*, page 521
- (11) *Le nettoyage ethnique des Palestiniens*, page 143
- (12) Ibid., page 265
- (13) *The Palestinians*, page 430-438
- (14) Ibid., page 431
- (15) *Le nettoyage ethnique de la Palestine*, page 323



Photo: CPJPO

► La ville de Jaffa, avant et après la Nakba.

Sozialfinanz

„Mobilising Social Finance globally“

Das globale Netzwerk INAISE setzt sich für einen verantwortlichen Umgang mit Krediten ein und unterstützt weltweit eine Vielfalt von sozial und ökologisch orientierten Finanzinstitutionen. Vom 7. – 9. Mai 2014 findet in Bochum die INAISE-Jahreskonferenz statt.

Ekkehart Schmidt

Es wird vielfach bedauert, dass die Wirtschafts- und Finanzfragen von einer Handvoll der reichsten Länder, jedoch nicht weltweit diskutiert werden. Auch bei der Suche nach Lösungen für ökologische Fragen, den Rückgang der Agrarflächen oder die Klimaerwärmung wirkt die Weltgemeinschaft gelähmt. Gerade die Vorreiter der neoliberalen Globalisierung wie IWF, Weltbank, G20, OECD oder WTO haben keine Rezepte gegen die Krisen, für die sie mitverantwortlich sind. Mehr noch: diese Institutionen wirken unbeweglich, fast schon gefangen in ihren Dogmen. Da ist schon allein die Tatsache positiv, dass sich auf kontinentaler Ebene und auch weltweit Netzwerke von Institutionen der Sozialfinanz gebildet haben, die im Kleinen Lösungen erarbeiten und erproben. Bei einer Konferenz im Mai in Bochum kommen gut 50 dieser Akteure zusammen.

Während es auf kontinentaler Ebene einige solcher Netzwerke gibt, so in Afrika das African Microfinance Network (AFMIN) oder das Microfinance African Institutions Network (MAIN), gibt es weltweit nur zwei Netzwerke von Banken und anderen Institutionen der Sozialfinanz: Während sich die 2010 gegründete Global Alliance of Banking on Values (GABV) insbesondere ethische Banken der westlichen Welt verbindet, konzentriert sich die 1989 gegründete International Association of Investors in the Social Economy (INAISE) auf die globale Vernetzung unter Einschluss kleinerer Institutionen.

So haben sich bei INAISE neben den

weltweit größten Banken der Sozialfinanz, die auch in der GABV organisiert sind, wie der GLS Bank oder Triodos, auch kleinere europäische Institutionen wie etika, SIDI oder La Nef und Dutzende Mikrofinanz- und andere sozial und ökologisch orientierte Finanzinstitutionen aus den Ländern des Südens vernetzt. Während sich die GABV in Zeiten der Finanzkrise und Bankenregulierung auf bankinterne Fragen konzentriert, bemüht sich INAISE eher, regional angepasste Möglichkeiten der Sozialfinanz zu entwickeln und über die Unterstützung kooperativer Strukturen und Kreditgeber zur Armutsbekämpfung und Verbesserung der finanziellen Lage insbesondere der Landbevölkerung in Afrika, Asien und Südamerika beizutragen.

INAISE begann erst mit der als Abspaltung empfundenen GABV-Gründung, sich wirklich auf die Rolle eines globalen Netzwerkes zu konzentrieren. Durch INAISE haben im Laufe der letzten 25 Jahre sozial orientierte Investoren von Norwegen bis Südafrika und von Costa Rica bis Japan ihre Kräfte bündeln, Erfahrungen austauschen und die Entwicklung solcher Organisationen und Unternehmen fördern können, die sozial und ökologisch verantwortliche Projekte umsetzen. Erst 2011 begann man aber, sich wirklich global zu engagieren und den bislang europäisch geprägten Vorstand durch Mitglieder aus Lateinamerika, Afrika und Australien zu bereichern. In diesem Jahr fand in Addis Ababa/ Äthiopien erstmals eine Mitgliederversammlung in einem Land des Südens statt, 2013 eine weitere in Oaxaca/ Mexiko. In Oaxaca wurde eine Erklärung verabschiedet, mit der man



*International Association of
Investors in the Social Economy*

deutlich Position bezieht (siehe nebenstehenden Text). Zum neuen Verständnis gehört auch, dass man sich deutlich von einer paternalistischen Sicht entfernt und stattdessen das „Voneinander lernen“ in den Vordergrund der Netzwerkarbeit stellt.

Daher besteht die diesjährige Jahreskonferenz, die vom 7. – 9. Mai 2014 bei der GLS Bank in Bochum durchgeführt wird, im Wesentlichen aus „World Cafés“. Unter dem Motto „Mobilising Social Finance globally – Learning from each other“ steht der Erfahrungsaustausch im Vordergrund. Mitveranstalter sind die GLS Bank, OIKOCREDIT International und das Institute for Social Banking. Die Veranstaltung dürfte auch für hiesige NGOs interessant sein, insbesondere solche, die mit Kooperativen arbeiten und sich für die Themen Landwirtschaft, erneuerbare Energien und solidarische Aktivitäten interessieren. ■

Mehr Infos: www.inaise.org und www.gabv.org/. Anmeldung: www.inaise.org, coordination.inaise@gmail.com. Ekkehart Schmidt ist Mitarbeiter von etika, Vorstandsmitglied von INAISE und seit März 2014 auch INAISE-Koordinator

zoom

DÉCLARATION D'OAXACA du 30 mai 2013

Réunis à Oaxaca, au Mexique lors du Sommet Mondial de la Finance Solidaire „Pour plus de justice économique“, les 29 et 30 mai 2013, des dirigeants, des femmes leaders, des gestionnaires et des représentants d'organisations et institutions de la finance sociale, de coopératives et caisses d'épargne et de crédit, de coopératives, de réseaux de finances communautaires, d'ONG de développement, d'investisseurs sociaux, de grandes institutions financières et bancaires, d'autorités et des représentants d'institutions étatiques et des praticiens de la finance sociale et solidaire en provenance d'Amérique Latine, d'Europe, d'Afrique et du monde, proposent cette Déclaration d'Oaxaca : résultat d'une suite de conférences, d'ateliers et de réflexions réalisés durant ces deux jours, expression de la diversité institutionnelle, de l'expérience, des approches et des initiatives.

1. Le monde traverse actuellement des crises simultanées, celles de la finance, de l'alimentation, de l'environnement et de l'énergie, ainsi que de l'épuisement progressif des ressources naturelles. Ces crises sont le résultat d'un modèle de production dominant qui exclut, dans une plus ou moins grande mesure, ceux qui n'ont pas accès à des profonds changements engendrés par la mondialisation économique : les populations indigènes, les Afro-descendants, les femmes, les jeunes et les pauvres. Cette exclusion affectera le sort des générations futures au sein de ces groupes socio-économiques.

2. Le modèle dominant a un coût élevé : la dégradation des écosystèmes provoquant des risques sanitaires en particulier pour ceux exclus du modèle, l'augmentation des prix des denrées alimentaires sans avantage correspondant pour les communautés rurales, les dommages pour les économies traditionnelles des communautés rurales et paysannes qui opèrent en dehors l'économie moderne.

3. L'inclusion doit être considérée comme condition sine qua non du progrès et de la démocratie.

Ainsi, nous proposons ce qui suit :

4. Nous devons poursuivre une stratégie de solidarité politique pour générer des politiques publiques exhaustives et durables. Ces politiques doivent se focaliser sur le renforcement des communautés rurales et paysannes grâce à un système financier solidaire dont la raison d'être est le renforcement des liens sociaux, du tissu social, et ainsi servir les besoins réels des individus, des familles et de la société au sens large.

5. Nous devons mieux comprendre les besoins des populations pauvres. Nous encourageons les personnes influentes au sein de l'économie et de la finance sociale et solidaire à travailler aux côtés des décideurs politiques d'Etat afin de promouvoir activement l'identité et les besoins des groupes défavorisés et de susciter une action politique transformatrice. Bien que la coopération avec l'Etat est reconnue comme essentielle à tout changement, ces relations doivent demeurer fidèles à leur objectif fondamental - l'amélioration de la qualité de vie des personnes défavorisées - tout en rejetant toute influence corromptive ou tactique égoïste.

6. Nous devons accélérer la livraison de l'amélioration de la sécurité alimentaire et des politiques agricoles d'inclusion, la réorientation des subventions pour réduire les inégalités et apporter des solutions aux défaillances du marché. Nous recommandons un calendrier d'action, avec la participation de toutes les parties prenante, en particulier les travailleurs agricoles et les producteurs. De cette manière, la coopération et la solidarité peuvent être renforcées à partir de la base, l'organisation locale.

7. Nous avons besoin d'approfondir les cadres réglementaires existants des Etats afin de permettre à ceux qui ne sont pas bénéficiaires du modèle dominant d'accéder au système financier. Nous devons contrer les limites des „Accords de Bâle“ en réorientant la régulation sur la base de la demande et non de l'offre, avec une approche intégrée et unifiée, globale et solidaire, qui renforce les structures économiques existantes et en fournit de nouvelles opportunités financières pour les producteurs et les femmes des zones rurales et urbaines.

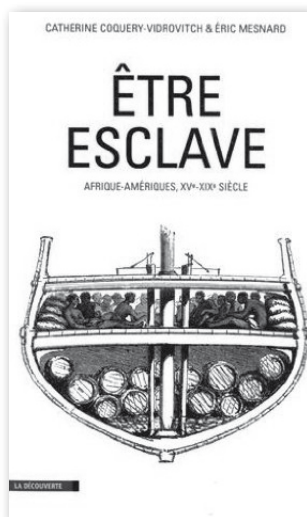
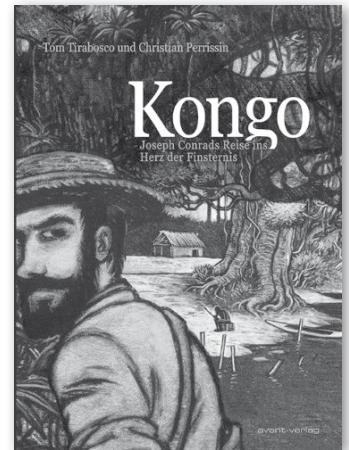
8. Les institutions de crédit et les institutions financières devraient être évaluées non seulement sur leurs performances financières, mais aussi sur leur manière de contribuer au développement social. Elles doivent œuvrer pour l'émergence d'un système financier à visage humain, qui fonctionne sur la base de la pluralité, de l'éthique, de la transparence et de l'investissement technologique.

9. Le besoin essentiel d'une réforme bancaire et d'un nouvel ordre bancaire doit être exposé et promu. Cette réforme dépend d'une amélioration du soutien au développement et à la prolifération des pratiques financières sociales et socialement inclusives dans nos pays.

Tirabosco und Christian Perrissin: **Kongo: Joseph Konrads Reise ins Herz der Finsternis**

Der junge Hauptmann der britischen Handelsmarine Joseph Conrad begibt sich 1890 auf eine Reise flussaufwärts des Kongo. Was für ihn zunächst die Erfüllung eines Kindheitstraums darstellt, verwandelt sich schnell in einen Alptraum. Angelehnt an den literarischen Klassiker "Herz der Finsternis" von Joseph Conrad (Vorlage für u.a. Francis Ford Coppolas Filmepos Apocalypse Now) zeigen Perrissin und Tirabosco das grausame Antlitz der europäischen Kolonialgeschichte. Mit seinen einzigartigen Zeichnungen, die er mit Hilfe der Monotypietechnik erstellt, fängt Tom Tirabosco die Schwüle der Tropen ein und erweckt sie zum Leben.

avant-verlag, 2013: 175 pages



Catherine Coquery-Vidrovitch & Eric Mesnard: **Être esclave : Afrique-Amériques, XVe-XIXe siècle**

En Afrique, aux Antilles et sur le continent américain, les esclaves ont été des acteurs majeurs et pourtant largement mésestimés de l'histoire de l'esclavage. À rebours de l'historiographie dominante, ce livre, qui repose notamment sur les nombreux récits de vie qu'ils ont écrits ou transmis, s'attache ainsi à montrer qu'ils ont contribué à l'évolution culturelle et sociale des côtes et de l'arrière pays africains, à la création de nouvelles sociétés métissées aux Amériques, ou à l'invention de formes de résistance dont la révolution haïtienne marqua le sommet. En restituant l'intensité des échanges noués entre l'Afrique et les Amériques, notamment du point de vue des esclaves, Être esclave offre une synthèse particulièrement efficace des apports les plus récents de l'historiographie internationale sur l'esclavage.

Editions La Découverte, 2013: 329 pages

Sous la direction de Julie Duchatel: **La coupe est pleine! Les désastres économiques et sociaux des grands événements sportifs**

Destructions de quartiers, expulsions, expropriations, opérations foncières, rythme et cadences infernales imposées aux travailleurs du bâtiment, juridiction d'exception, délimitation de zones d'exclusion commerciales, explosion des dépenses et des dettes, corruption... tout cela au nom du sport et de la compétition ? Cela suffit ! Pourquoi si peu de leçons sont tirées de l'organisation de ces grands événements sportifs ? Qui en sont les véritables profiteurs ? Pourquoi est-ce nécessaire de les analyser à travers une grille de lecture critique de la mondialisation néolibérale ?

CETIM, 2013: 140 pages





Jetzt *forum* im Abo lesen! Mehr Infos unter bit.ly/forum_abo

Einzelhefte bestellen per Mail an forum@pt.lu

Regelmäßige Updates über die Sozialen Medien erhalten:

f Facebook: www.facebook.com/forum.Luxemburg

 Twitter: [@forum_lu](https://twitter.com/@forum_lu)

Informations et programme du festival :
www.cinemadusud.lu



5^e Edition « Printemps »
CINÉMA DU SUD

©FAO/J. BELGRAVE. EDITORIAL USE ONLY. COPYRIGHT FAO



**AGRICULTURE FAMILIALE
QUI VA NOURRIR LE MONDE DE DEMAIN ?**

Ciné Utopia
4 soirées du 22 au 30 avril 2014

Chaque projection est suivie d'un débat et d'un vin d'honneur

organisé par



avec le soutien de

